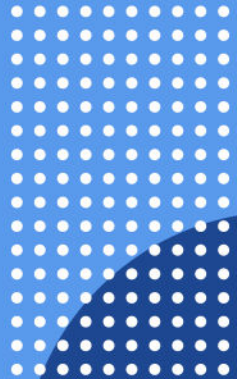




**RECUEIL STATISTIQUE
DE L'ASSURANCE VIEILLESSE
DES PROFESSIONS LIBÉRALES**

2025



ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

RECUEIL STATISTIQUE 2025

AVIS AUX LECTEURS

Cette publication, poursuivant un objectif de vulgarisation de l'ensemble des textes qui régissent l'assurance vieillesse et invalidité des membres des professions libérales, ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a nullement vocation à se substituer à l'information délivrée par les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales à leurs adhérents.

En conséquence, la responsabilité civile de la CNAVPL ne saurait être engagée, en raison d'une interprétation erronée ou d'une erreur de transcription des textes reproduits susceptibles de causer un préjudice quelconque à un assuré social, dans le cadre de l'application des règles de la responsabilité civile délictuelle ou quasi-délictuelle (article 1382 et suivants du code civil).

La reproduction et l'adaptation, en totalité ou par extraits, de ce document nécessitent l'autorisation préalable de la CNAVPL et la mention d'origine.

Préambule

L'Organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales comprend la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (la CNAVPL) et dix sections professionnelles dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle a été créée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948.

La CNAVPL assure la gestion du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux et celle des réserves de ce régime.

Le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales a été institué par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 et réformé par la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et les décrets n°2004-460 et n° 2004-461 du 27 mai 2004.

La loi n°2020-1576 du 14 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 (Article 69) et le décret n° 2022-755 du 12 juin 2022 relatif aux prestations maladie en espèces des professionnels libéraux ont créé un dispositif d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail pour les professionnels libéraux. Il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

La loi du 14 décembre 2020 confie la responsabilité de ce nouveau dispositif à la CNAVPL.

Mais la gestion opérationnelle du dispositif est confiée aux CPAM et aux Urssaf.

Les sections professionnelles ont une compétence nationale pour l'affiliation des professionnels libéraux exerçant sur le territoire français.

Elles sont aujourd'hui au nombre de dix :

- CPRN (notaires)
- CAVOM (officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires)
- CARMF (médecins)
- CARCDSF (chirurgiens-dentistes et sages-femmes)
- CAVP (pharmaciens)
- CARPIMKO (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes)
- CARPV (vétérinaires)
- CAVAMAC (agents généraux d'assurance et mandataires non salariés d'Assurance et de Capitalisation)
- CAVEC (experts-comptables et commissaires aux comptes)
- CIPAV (architecte, architecte d'intérieur, économiste de la construction, maître d'œuvre, géomètre, ingénieur conseil, moniteur de ski, guide de haute montagne, accompagnateur de moyenne montagne, ostéopathe, psychologue, psychothérapeute, psychomotricien, ergothérapeute, diététicien, chiropracteur, artiste non créateur d'œuvres originales, expert en automobile, expert devant les tribunaux, guide conférencier, mandataire judiciaire à la protection des majeurs). La loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 a modifié le périmètre des activités relevant de la CIPAV depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les micro-entrepreneurs et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les professionnels libéraux classiques.

Elles assurent, pour le compte de la CNAVPL, le recouvrement des cotisations du régime d'assurance vieillesse de base et gèrent un ou plusieurs régimes complémentaires obligatoires ayant pour objet le service de pensions de vieillesse complémentaire ou la couverture des risques invalidité et décès. Depuis le 1^{er} janvier 2023, ce sont les Urssaf qui opèrent, pour les affiliés de la CIPAV, le recouvrement des cotisations du régime d'assurance vieillesse de base, du régime complémentaire d'assurance vieillesse et du régime invalidité-décès.

LISTE DES CAISSES ET DES PROFESSIONS DE L'ORGANISATION AU 1^{er} JANVIER 2025

CPRN CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES

43 avenue Hoche - 75008 PARIS
Tél. : 01 53 81 75 00
Internet : www.cprn.fr - E-mail : retraite@cprn.fr

Professions :
○ *Notaires*

CAVOM CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES OFFICIERS MINISTERIELS, OFFICIERS PUBLICS ET DES COMPAGNIES JUDICIAIRES

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 44 95 68 00 cotisations - 01 44 95 68 01 retraites/prestations
Internet : www.cavom.org - E-mail : contact@cavom.fr

Professions :
○ *Huissiers de justice*
○ *Commissaires-Priseurs judiciaires*
○ *Greffiers près les Tribunaux de commerce*
○ *Administrateurs judiciaires*
○ *Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises*
○ *Commissaires-priseurs aux ventes volontaires*
○ *Commissaires de justice*

CARMF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS DE FRANCE

46 rue Saint Ferdinand - 75841 PARIS CEDEX 17
Tél. : 01 40 68 32 00
Internet : www.carmf.fr - E-mail : affiliations.cotis@carmf.fr
allocataires@carmf.fr

Professions :
○ *Docteurs en médecine*

CARCSF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES CHIRURGIENS DENTISTES ET DES SAGES-FEMMES

50 avenue Hoche - 75381 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 40 55 42 42
Internet : www.carcsf.fr - E-mail : contacts@carcsf.fr

Professions :
○ *Chirurgiens-dentistes*
○ *Sages-femmes*

CAVP **CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PHARMACIENS**

45 rue Caumartin - 75441 PARIS CEDEX 09
Tél. : 01 42 66 90 37
Internet : www.cavp.fr - E-mail : cavp@cavp.fr

Professions :

- *Pharmaciens*
- *Directeurs de laboratoires d'analyses médicales non-médecins*

CARPIMKO **CAISSE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DES INFIRMIERS, MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PEDICURES-PODOLOGUES, ORTHOPHONISTES ET ORTHOPTISTES**

3 avenue du Centre 78280 GUYANCOURT
Tél. : 01 30 48 10 00
Internet : www.carpimko.fr

Professions :

- *Infirmiers*
- *Masseurs-Kinésithérapeutes*
- *Pédicures-Podologues*
- *Orthophonistes*
- *Orthoptistes*

CARPV **CAISSE AUTONOME DE RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES VETERINAIRES**

64 avenue Raymond Poincaré - 75116
PARIS Tél. : 01 47 70 72 53
Internet : www.carpv.fr - E-mail : contact@carpv.fr

Professions :

- *Docteurs Vétérinaires*

CAVAMAC **CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE DES AGENTS GENERAUX D'ASSURANCE**

30 rue Olivier Noyer - CS N° 51432 - 75676 PARIS CEDEX 14
Tél. : 01 81 69 36 00 - Fax : 01 81 69 35 90
Internet : www.cavamac.fr - E-mail : relations.agents@cavamac.fr

Professions :

Personnes exerçant l'activité d'agent général d'assurances à titre libéral ou au sein d'une société de capitaux en qualité de :

- *Associé gérant de SARL*
- *Associé commandité gérant de société en commandite par actions*
- *PDG ou DG de SA*

CAVEC
**CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES EXPERTS-COMPTABLES
ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

48 bis rue Fabert - 75007 PARIS

Tél. : 01 80 49 25 25

Internet : www.cavec.fr - E-mail : contact@cavec.fr

Professions :

- *Experts-Comptables inscrits à l'une des sections du Tableau de l'Ordre suivant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée*
- *Les Commissaires aux comptes exerçant leur profession à titre indépendant dans les conditions déterminées par le décret n° 69-810 du 12 août 1969*
- *Les personnes autorisées à exercer les professions énumérées ci-dessus en application de l'article 26 de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945*

CIPAV
**CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DE PREVOYANCE
ET D'ASSURANCE VIEILLESSE**

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08

Tél. : 01 44 95 68 20

Internet : www.lacipav.fr

Professions :

Les personnes qui exercent à titre libéral les professions suivantes : architecte, architecte d'intérieur, économiste de la construction, maître d'œuvre, géomètre, ingénieur conseil, moniteur de ski, guide de haute montagne, accompagnateur de moyenne montagne, ostéopathe, psychologue, psychothérapeute, psychomotricien, ergothérapeute, diététicien, chiropracteur, artiste non créateur d'œuvres originales, expert en automobile, expert devant les tribunaux, guide conférencier, mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Ce nouveau périmètre des professions relevant de la CIPAV est issu de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018.

Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les micro-entrepreneurs et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les professionnels libéraux classiques. Le nouveau périmètre est précisé à l'article L. 640 -1 du code de la sécurité sociale.

CNAVPL
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

102 rue de Miromesnil - 75008 PARIS

Tél. : 01 44 95 01 50

Internet : www.cnavpl.fr

REGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE HISTORIQUE

Les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales servaient initialement, sous certaines conditions, une allocation vieillesse dont le taux était fixé à la moitié de celui de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS).

Puis ce taux a été porté au même niveau que celui de l'AVTS (décret n° 62-439 du 14 avril 1962).

Le 1^{er} juillet 1978, les périodes d'activité supérieures à 15 ans sont prises en compte.

Le 1^{er} janvier 1983, la condition de 15 années d'activité est supprimée pour l'octroi d'une pension et le montant de l'allocation est donc égal à 1/15^{ème} d'AVTS par année cotisée.

Le 1^{er} janvier 1993 (loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), une fraction de la cotisation du régime de base est devenue proportionnelle aux revenus, dans la limite de 5 fois le plafond de la sécurité sociale.

Le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non-salariés divisés en 2 tranches. Chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation. Les droits sont proportionnels.

Depuis le 1^{er} janvier 2015 (décret n°2014-1413 du 27 novembre 2014), les paramètres du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux ont été réformés. Le plafond de la première tranche de revenus est porté de 85 % à 100 % du plafond annuel de la sécurité sociale. La seconde tranche de revenus est comprise entre 0 et 5 fois le plafond de la sécurité sociale. Le taux de la première tranche est de 8,23 %, celui de la seconde tranche est de 1,87 %.

Le décret n°2017-301 du 8 mars 2017 prévoit que la base de cotisation forfaitaire de 2^{ème} année d'activité est alignée sur celle de 1^{ère} année (19 % du PSS). Toutefois cette mesure s'applique aux créations d'entreprises intervenues à compter du 1^{er} janvier 2017 ; les assurés qui sont en 2^{ème} année d'activité en 2017 ne sont donc pas concernés.

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE PENSIONS

DROITS DES TITULAIRES

Textes législatifs principaux

loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites

loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites n°2014-14 du 20 janvier 2014

décret n° 2014-1413 du 27 novembre 2014

loi n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023.

Âge légal de départ à la retraite

Date de naissance	Âge légal de départ à la retraite	Durée d'assurance au taux plein (en trimestres)
1960	62 ans	167
1 ^{er} janvier – 31 août 1961	62 ans	168
1 ^{er} septembre – 31 décembre 1961	62 ans et 3 mois	169
1962	62 ans et 6 mois	169
1963	62 ans et 9 mois	170
1964	63 ans	171
1965	63 ans et 3 mois	172
1966	63 ans et 6 mois	172
1967	63 ans et 9 mois	172
A compter de 1968	64 ans	172

Age de liquidation d'une pension pleine

► Principe

L'affilié bénéficie d'une pension pleine dès l'âge légal de départ à la retraite, s'il justifie tous régimes confondus, de la durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une pension pleine.

L'âge de la pension pleine est de 67 ans quelle que soit la durée d'assurance.

► Exceptions

○ Départ anticipé carrière longue

Le bénéfice de la pension pleine peut être accordé avant l'âge légal aux affiliés ayant commencé à travailler jeunes. Peuvent ainsi partir en retraite avant l'âge légal de départ à la retraite les personnes qui ont débuté leur activité, selon les cas, à 16, 18, 20 et 21 ans et qui justifient d'une durée minimale d'assurance cotisée, tous régimes de base confondus et d'une durée d'assurance minimale en début de carrière.

○ Départ anticipé affilié « handicapé »

Les assurés handicapés peuvent bénéficier d'un dispositif de départ à la retraite anticipée avec pension « pleine » avant l'âge légal à compter de 55 ans sous réserve :

- De réunir une durée d'assurance cotisée dans le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales et, le cas échéant, dans un ou plusieurs autres régimes obligatoires (tous régimes confondus), variable selon l'âge à la date d'effet de la pension et selon l'année de naissance.
- De justifier d'un handicap tout au long de cette durée d'assurance.

- o Départ anticipé pour incapacité permanente (risque accident du travail – maladie professionnelle)

Quelle que soit sa durée d'assurance, l'assuré atteint d'une incapacité permanente a droit à une pension pleine à un âge qui sera fonction de son taux d'incapacité permanente :

- Les assurés justifiant d'un taux d'incapacité permanente d'au moins 20 % reconnu au titre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle peuvent partir à la retraite, sous conditions, à 60 ans.
- Ceux dont l'incapacité permanente est inférieure à 20 % mais au moins égale à 10 % peuvent aussi bénéficier de la retraite anticipée s'ils ont été exposés à plusieurs risques professionnels et s'ils établissent un lien direct entre leur maladie et l'exposition aux risques. Le départ est désormais prévu en cible à 62 ans (abaissement de deux ans par rapport à l'âge légal).

- o Affiliés inaptes

L'affilié qui justifie être totalement et définitivement inapte au travail, et qui a cessé son activité libérale, bénéficie d'une pension pleine dès 62 ans, quel que soit le nombre de trimestres acquis.

- o Les grands invalides de guerre, les titulaires de la carte de déporté ou interné politique et les anciens combattants ou anciens prisonniers de guerre

Ces catégories d'affiliés bénéficient de la pension pleine 62 ans sans condition de durée d'assurance.

- o Les travailleurs handicapés à 50 %

En l'absence des conditions d'assurance nécessaires pour pouvoir bénéficier de la retraite anticipée affilié handicapé, les affiliés handicapés peuvent demander le bénéfice de la pension « pleine » dès 62 ans dès lors qu'ils sont atteints d'une incapacité permanente d'au moins 50 %. Les conditions relatives au taux d'incapacité sont déterminées de la même manière que pour la retraite anticipée des affiliés handicapés.

Anticipation (R. 643-7 C.S.S.)

Les professionnels libéraux qui souhaitent bénéficier de leur pension de retraite avant l'âge légal de départ à la retraite à taux plein mais ne disposent pas de la durée d'assurance requise (tous régimes confondus) pour l'obtention d'une pension à taux plein, se voient appliquer un coefficient de minoration de 1,25 % par trimestre manquant dans la limite de 20 trimestres (25 %), applicable au plus petit des nombres de trimestres manquant pour atteindre :

- l'âge légal de départ à la retraite à taux plein,
- la durée d'assurance nécessaire.

Prorogation (R. 643-8 C.S.S.)

Aux professionnels libéraux qui demandent à bénéficier de leur pension de retraite au-delà de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein, un coefficient de prorogation est appliqué sur le montant de leur pension. Ce coefficient de prorogation est de :

- 0,75 % par trimestre supplémentaire cotisé entre 1^{er} janvier 2004 et le 31 août 2023,
- et 1,25 % par trimestre civil supplémentaire à partir du 1^{er} septembre 2023.

Détermination du montant de la pension

Le montant de la pension est calculé au moyen de 3 paramètres :

- le nombre de points acquis par l'assuré,
- la valeur du point,
- le taux de liquidation variable en fonction de la durée d'assurance.

Nombre de points (D. 643-1 C.S.S.)

Les trimestres validés avant le 1^{er} janvier 2004 sont convertis en points à raison de 100 points par trimestre.

Le nombre de points acquis est déterminé en fonction des revenus professionnels soumis à cotisations. Depuis 2015, la cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 525 points,

la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 25 points.

Pour chaque tranche, le nombre de points attribué est calculé au prorata de la cotisation et arrondi à la décimale la plus proche.

La valeur du point est fixée à **0,6540** au 1^{er} janvier 2025.

Lorsque les cotisations arriérées n'ont pas été acquittées dans le délai de cinq ans suivant la date de leur exigibilité, les périodes correspondantes ne sont pas prises en compte pour le calcul des points de retraite (R. 643-10).

Durée d'assurance (D. 643-3 C.S.S.)

Lors de la liquidation des droits, la durée d'assurance retenue inclut les trimestres acquis au titre des autres régimes de base obligatoires.

Pour la détermination des périodes d'assurance, il y a lieu de retenir autant de trimestres que les revenus professionnels ayant servi d'assiette au calcul des cotisations représentent de fois le montant du salaire minimum de croissance en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée sur la base de 150 heures, avec un maximum de quatre trimestres par année civile d'affiliation (200 heures jusqu'au 1^{er} janvier 2014).

Les périodes de mobilisation et de captivité mentionnées à l'article L.161-19 du code de la sécurité sociale et les périodes de service national légal sont comptées comme périodes d'assurance.

Majoration de durée d'assurance (L. 643-11)

Pour les enfants nés ou adoptés avant le 1^{er} janvier 2010, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de la grossesse et de l'accouchement ou des démarches d'adoption est accordée par le régime de base des professions libérales aux femmes qui ont relevé exclusivement de ce régime.

De même, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de l'éducation est accordée à ces femmes, sauf manifestation du père (avant le 30/6/2015).

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2010, les majorations au titre de l'éducation ou de l'adoption pourront être attribuées à l'un ou l'autre des parents ou réparties entre eux.

Périodes d'exercice (D. 643-9)

Lorsque les périodes d'assurance sont inférieures à quinze années et que le total de ces périodes et des périodes d'exercice* atteint au moins quinze années, la pension de retraite qui est versée est portée à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, dont le montant est de **4 023,51 €** au 1^{er} janvier 2025.

* Périodes de l'activité libérale antérieures au 1^{er} janvier 1949 ou à la date à laquelle l'activité professionnelle a été rattachée à l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales.

Paiement des pensions

La pension est payable à terme échu chaque trimestre (mois dans certaines sections). Les premiers arrérages sont dus à compter du premier jour du trimestre civil suivant la demande de liquidation des droits (R. 643-6), sauf pour les assurés de la CIPAV. A compter du 1^{er} janvier 2023, la liquidation de la pension des assurés de la CIPAV prend effet à compter du premier jour du mois suivant la réception de la demande par la CIPAV (Décret n° 2023-148 du 2 mars 2023).

Majoration de dix pour cent pour trois enfants (L. 643-1-1 et L. 351-12)

Toute pension de droit personnel ou de réversion peut être assortie d'une majoration de 10 % pour tout assuré de l'un ou l'autre sexe ayant eu au minimum trois enfants.

Cette mesure, introduite par l'article 21 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 est applicable aux pensions du régime de base des professionnels libéraux prenant effet au 1^{er} septembre 2023.

Précompte assurance maladie, CSG, CRDS et CASA

En vertu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 et dans le cadre du transfert des cotisations maladie sur la contribution sociale généralisée, les cotisations d'assurance maladie précomptées sur les retraites sont supprimées sauf pour certains retraités résidant à l'étranger.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution sociale généralisée (instituée par la loi de finances du 29 décembre 1990).

Le taux de la CSG est de 6,6 % à compter de 2005.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution pour le remboursement de la dette sociale (créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996).

Le taux de la CRDS est de 0,5 %. En vertu de l'article 89 de la loi de finances pour 2001, l'assiette de la CRDS est alignée sur celle de la CSG pour les pensions de retraite et d'invalidité.

Des cas d'exonération sont prévus.

Depuis le 1^{er} avril 2013, les sections prélèvent également la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) dont le taux est de 0,3 %.

Cumul retraite – activité libérale (L.643-6)

Le cumul retraite activité libérale permet à un professionnel libéral retraité d'exercer une activité professionnelle libérale et de percevoir sa pension de retraite.

Deux situations de cumul emploi retraite existent :

- le cumul retraite activité libérale intégral qui permet à l'affilié de cumuler intégralement des revenus d'activité et sa retraite sous réserve du respect de certaines conditions ;
- le cumul retraite activité libérale plafonné, qui subordonne l'activité à un plafond de revenus, lorsque l'affilié ne répond pas à certains critères, notamment d'âge.

• Cumul retraite activité libérale intégral

Le cumul retraite activité libérale intégral permet aux assurés de cumuler intégralement leur pension de retraite de base et le revenu de leur activité libérale.

Le cumul intégral est possible :

- à partir de l'âge de départ à la retraite à taux plein ;
- à partir de l'âge légal de départ à la retraite, lorsqu'il justifie de la durée d'assurance requise pour bénéficier de sa pension pleine.

En plus de cette condition d'âge, l'affilié doit être entré en jouissance de l'ensemble des avantages de retraite dont il remplit les conditions d'attribution : pensions personnelles de retraite des régimes légaux de base et complémentaires, français et étrangers ainsi que des régimes des organisations internationales.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le dispositif de cumul activité libérale retraite plafonné s'applique.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, le cumul retraite activité libérale intégral est créateur de droits.

Les nouveaux droits à retraite pris en compte sont ceux constitués à partir du 1^{er} janvier 2023, pour les pensions de droit propre et les pensions de réversion liquidées à compter du 1^{er} septembre 2023.

Ces nouveaux droits à retraite génèrent une seconde liquidation. Ils sont sans incidence sur le montant de la pension résultant de la première liquidation.

Aucune majoration, aucun supplément ni aucun accessoire ne peut être octroyé au titre de cette nouvelle pension et de la pension de droit dérivé qui en est issue.

En cas de reprise d'activité après la seconde liquidation, aucun droit supplémentaire ne pourra plus être constitué dans tout régime de base et régime complémentaire. La liquidation du second droit bloque toute liquidation quel que soit le régime.

Le montant de la seconde pension est plafonné. Ce plafond est fixé à 5 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale.

• **Cumul activité libérale retraite plafonné**

Si le professionnel libéral n'a pas liquidé l'intégralité de ses pensions de base et complémentaire et/ou ne remplit pas les conditions d'âge (âge de départ à la retraite à taux plein ou à partir de l'âge légal de départ à la retraite si durée d'assurance requise est acquise), il peut néanmoins bénéficier du service de sa pension de retraite sous réserve de ne pas dépasser un plafond de revenus.

Ainsi, l'exercice de l'activité libérale après liquidation de la pension doit procurer des revenus nets annuels inférieurs au plafond annuel de la sécurité sociale applicable l'année qui est prise en compte pour le calcul de la cotisation, soit **47 100 €** en 2025.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul du plafond :

- les revenus tirés d'un certain nombre d'activités à caractère artistique, littéraire ou scientifique exercées à titre accessoire avant la liquidation de la pension de retraite ;
- les revenus tirés de la participation à la permanence des soins ;
- les revenus issus de la participation aux activités juridictionnelles ou assimilées, ou de consultations données occasionnellement, de la participation à des jurys de concours publics ou à des instances consultatives ou délibératives réunies en vertu d'un texte législatif ou réglementaire.

La pension du régime de base est réduite si les revenus définitifs issus de l'activité exercée après liquidation dépassent le montant du plafond. Elle est réduite à concurrence du dépassement.

Dans le cadre du cumul activité libérale retraite plafonné, la reprise ou la poursuite d'une activité professionnelle par le bénéficiaire d'une pension de vieillesse personnelle servie par un régime de retraite de base légalement obligatoire n'ouvre droit à aucun avantage de vieillesse, de droit direct ou dérivé, auprès d'un régime légal ou rendu légalement obligatoire d'assurance vieillesse, de base ou complémentaire.

DROITS DES CONJOINTS SURVIVANTS

Les conditions d'octroi de la pension de réversion ont été aménagées en 2004 et 2005 (articles 91 et 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, 65 de la loi n° 2003- 1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, du décret n° 2004-858 du 24 août 2004 et du décret n° 2005-1004 du 22 août 2005).

En cas de décès de l'assuré, la pension de réversion est versée au ou aux conjoints survivants sous condition de ressources et d'âge, au taux de 54 %, sans condition de durée de mariage ou de remariage.

Conditions de ressources

Les ressources comprennent les revenus professionnels, les retraites, les pensions et le patrimoine du conjoint survivant ainsi que ceux de son éventuel partenaire PACS ou concubin.

Les ressources sont examinées sur les 3 derniers mois. Elles peuvent également être appréciées, en cas de rejet, sur les 12 derniers mois. La pension est, le cas échéant, écartée.

Plafond de ressources 2025

Personne seule :

- 6 177,60 € pour les 3 derniers mois
- 24 710,40 € pour les 12 derniers mois (2 080 fois le SMIC horaire)

Personne en couple :

- 9 884,16 € pour les 3 derniers mois
- 39 536,64 € pour les 12 derniers mois (1,6 fois le plafond personne seule)

La pension est révisable jusqu'à la date d'attribution de la dernière retraite personnelle de base ou complémentaire ou jusqu'à l'âge légal de départ en retraite si le conjoint survivant n'a jamais cotisé.

Conditions d'âge

Le conjoint survivant peut bénéficier de la retraite de réversion à 55 ans. Cet âge peut être abaissé à 51 ans si le conjoint ou ex-conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 ou a disparu avant le 1^{er} janvier 2008.

Date d'entrée en jouissance (art. R. 353-7)

Le point de départ de la retraite de réversion peut être fixé au premier jour du mois suivant :

- le décès et, au plus tôt, au premier jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande dans les 12 mois suivant le décès.
- le dépôt de la demande et, au plus tôt, au premier jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande au-delà des 12 mois suivant le décès.

Important :

Si le point de départ n'est pas fixé par le conjoint survivant, la retraite de réversion prend effet au plus tôt au premier jour du mois suivant le dépôt de la demande.

Majoration de la pension de réversion

A compter du 1^{er} janvier 2010, les titulaires d'une pension de réversion peuvent bénéficier d'une majoration de 11,1 % de leurs droits servis par le régime de base à la triple condition :

- avoir plus de 65 ans ;
- ne pas disposer de retraites de droits propres ou dérivés, de base ou complémentaires, servies par un régime français ou étranger, dont la somme serait supérieure à 997,71 € par mois au 1^{er} janvier 2025, ces retraites étant retenues pour leur montant brut ;
- avoir fait liquider l'ensemble de ses droits à retraite.

Coordination

Depuis le 1^{er} juillet 2006 (art. R.173-17 CSS), lorsque l'assuré décédé a relevé de plusieurs régimes de base parmi le régime général, la MSA, le RSI, la CAVIMAC et la CNAVPL, les pensions de réversion de base prenant effet à compter de cette date et que le conjoint survivant perçoit de ces régimes, sont désormais retenues dans le calcul des droits à servir en fonction des ressources.

Pour l'application de cette disposition, une demande unique de retraite de réversion doit être déposée, et un régime doit être désigné pour centraliser les montants des pensions de réversion, calculer le dépassement de ressources et informer les régimes en cause en vue de la répartition du dépassement. Il s'agit du « régime interlocuteur unique des pensions de réversion ».

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES CHIFFREES

Valeur de service du point

Période de référence	Valeur de référence	Evolution	Année	Valeur annuelle	Evolution
Du 01/01/2004 au 31/12/2004	0,4840 €		2004	0,4840 €	
Du 01/01/2005 au 31/12/2005	0,4930 €	1,86%	2005	0,4930 €	1,86%
Du 01/01/2006 au 31/12/2006	0,5020 €	1,83%	2006	0,5020 €	1,83%
Du 01/01/2007 au 31/12/2007	0,5120 €	1,99%	2007	0,5120 €	1,99%
Du 01/01/2008 au 31/08/2008	0,5180 €	1,17%			
Du 01/09/2008 au 31/12/2008	0,5220 €	0,77%	2008	0,5193 €	1,43%
Du 01/01/2009 au 31/03/2009	0,5220 €	0,00%			
Du 01/04/2009 au 31/03/2010	0,5272 €	1,00%	2009	0,5259 €	1,26%
Du 01/04/2010 au 31/03/2011	0,5320 €	0,91%	2010	0,5308 €	0,93%
Du 01/04/2011 au 31/03/2012	0,5432 €	2,11%	2011	0,5404 €	1,81%
Du 01/04/2012 au 31/03/2013	0,5547 €	2,12%	2012	0,5518 €	2,11%
Du 01/04/2013 au 30/09/2014	0,5620 €	1,32%	2013	0,5602 €	1,52%
Du 01/10/2014 au 30/09/2015	0,5620 €	0,00%	2014	0,5620 €	0,32%
Du 01/10/2015 au 30/09/2016	0,5626 €	0,11%	2015	0,5622 €	0,04%
Du 01/10/2016 au 30/09/2017	0,5626 €	0,00%	2016	0,5626 €	0,07%
Du 01/10/2017 au 31/12/2018	0,5672 €	0,82%	2017	0,5638 €	0,21%
Du 01/01/2019 au 31/12/2019	0,5690 €	0,32%	2018	0,5672 €	0,60%
(*) Du 01/01/2020 au 31/12/2020	0,5708 €	0,32%	2019	0,5690 €	0,32%
Du 01/01/2021 au 31/12/2021	0,5731 €	0,40%	2020	0,5708 €	0,32%
Du 01/01/2022 au 30/06/2022	0,5795 €	1,12%	2021	0,5731 €	0,40%
Du 01/07/2022 au 31/12/2022	0,6027 €	4,00%	2022	0,5911 €	3,14%
Du 01/01/2023 au 31/12/2023	0,6076 €	0,81%	2023	0,6076 €	2,79%
Du 01/01/2024 au 31/12/2024	0,6399 €	5,32%	2024	0,6399 €	5,32%
Du 01/01/2025 au 31/12/2025	0,6540 €	2,20%	2025	0,6540 €	2,2%
A partir du 01/01/2026	0,6399 €	0,90%			

(*) En 2020, une revalorisation différenciée de 1,0 % a été appliquée lorsque la pension totale, tous régimes confondus, est inférieure à 2 000 euros bruts par mois.

Ventilation des prestations du régime de base émises en 2024

Régime de base (en K€)	Titulaires	Titulaires L. 643-1	Conjoints coexistants	Conjoints survivants	Conjoints collaborateurs	Total
CPRN	45 037	-	-	4 383	65	49 484
CAVOM	24 883	-	-	2 514	38	27 435
CARMF	720 933	16	-	38 176	6 205	765 330
CARCDSF	211 048	1	-	14 734	538	226 321
CAVP	193 103	-	-	6 477	1 295	200 875
CARPIMKO	486 646	229	-	10 877	902	498 655
CARPV	36 123	-	-	4 788	-	40 911
CAVAMAC	96 364	15	-	16 563	833	113 775
CAVEC	81 658	2	-	5 903	234	87 797
CIPAV	356 120	89	-	21 186	155	377 549
	2 251 915	352	0	125 602	10 265	2 388 133

Pensions moyennes

Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants	Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants
1993	3 413 €	2 104 €	2009	4 222 €	2 286 €
1994	3 467 €	2 129 €	2010	4 247 €	2 437 €
1995	3 508 €	2 144 €	2011	4 405 €	2 458 €
1996	3 573 €	2 178 €	2012	4 533 €	2 489 €
1997	3 597 €	2 185 €	2013	4 586 €	2 509 €
1998	3 622 €	2 189 €	2014	4 636 €	2 506 €
1999	3 639 €	2 218 €	2015	4 635 €	2 473 €
2000	3 645 €	2 216 €	2016	4 642 €	2 478 €
2001	3 710 €	2 263 €	2017	4 643 €	2 432 €
2002	3 764 €	2 278 €	2018	4 643 €	2 446 €
2003	3 809 €	2 313 €	2019	4 633 €	2 431 €
2004	3 875 €	2 363 €	2020	4 610 €	2 537 €
2005	3 936 €	2 472 €	2021	4 578 €	2 443 €
2006	4 018 €	2 538 €	2022	4 677 €	2 480 €
2007	4 130 €	2 461 €	2023	4 772 €	2 451 €
2008	4 160 €	2 624 €	2024	4 948 €	2 484 €

Pensions moyennes exercice 2024	Titulaires (y compris L643-1)			Conjoints survivants		
	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes
CPRN	45 036 566 €	5 556	8 106 €	4 447 917 €	1 207	3 685 €
CAVOM	24 882 947 €	3 047	8 166 €	2 548 094 €	740	3 443 €
CARMF	720 840 588 €	92 648	7 780 €	44 370 397 €	13 112	3 384 €
CARCDSF	210 814 189 €	25 928	8 131 €	15 223 525 €	3 925	3 879 €
CAVP	193 102 862 €	28 885	6 685 €	7 769 999 €	2 279	3 409 €
CARPIMKO	486 797 185 €	85 107	5 720 €	11 775 997 €	3 700	3 183 €
CARPV	36 120 826 €	4 767	7 577 €	4 787 872 €	1 260	3 800 €
CAVAMAC	96 341 865 €	25 619	3 761 €	17 396 645 €	9 395	1 852 €
CAVEC	81 650 089 €	11 991	6 809 €	6 136 520 €	2 012	3 050 €
CIPAV	354 831 286 €	171 265	2 072 €	21 278 199 €	17 004	1 251 €
	2 250 418 403 €	454 813 €	4 948 €	135 735 164 €	54 634 €	2 484 €

L'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)

Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %	Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %
04/1962	91,47	74,83	81,68	56,12	07/1988	2 154,10	1,29	2 140,38	3,73
07/1963	106,71	16,66	99,09	21,31	01/1989	2 181,55	1,27		
01/1964	137,20	28,57			07/1989	2 208,99	1,26	2 195,27	2,56
11/1964	152,45	11,12	139,74	41,02	01/1990	2 256,25	2,14		
07/1965	167,69	10,00	160,07	14,55	07/1990	2 285,21	1,28	2 270,73	3,44
01/1966	175,32	4,55			01/1991	2 324,09	1,70		
07/1966	190,56	8,69	182,94	14,29	07/1991	2 342,38	0,79	2 333,24	2,75
01/1967	198,18	4,00			01/1992	2 366,01	1,01		
10/1967	213,43	7,70	201,99	10,41	07/1992	2 408,69	1,80	2 387,35	2,32
01/1968	221,05	3,57			01/1993	2 440,71	1,33	2 440,71	2,24
07/1968	236,30	6,90	228,68	13,21	01/1994	2 489,64	2,00	2 489,64	2,00
10/1969	251,54	6,45	240,11	5,00	01/1995	2 519,52	1,20		
07/1970	266,79	6,06	255,35	6,35	07/1995	2 532,18	0,50	2 525,85	1,45
10/1971	282,03	5,71	270,60	5,97	01/1996	2 582,94	2,00	2 582,94	2,26
10/1972	320,14	13,51	291,56	7,74	01/1997	2 614,04	1,20	2 614,04	1,20
07/1973	343,01	7,14	331,58	13,73	01/1998	2 642,86	1,10	2 642,86	1,10
01/1974	373,50	8,89			01/1999	2 674,72	1,21	2 674,72	1,21
07/1974	457,35	22,45	415,43	25,29	01/2000	2 688,13	0,50	2 688,13	0,50
01/1975	495,46	8,33			01/2001	2 747,28	2,20	2 747,28	2,20
04/1975	533,57	7,69	524,04	26,15	01/2002	2 807,72	2,20	2 807,72	2,20
01/1976	571,68	7,14			01/2003	2 849,84	1,50	2 849,84	1,50
07/1976	609,80	6,67	590,74	12,73	01/2004	2 898,28	1,70	2 898,28	1,70
01/1977	655,53	7,50			01/2005	2 956,24	2,00	2 956,24	2,00
07/1977	724,13	10,46			01/2006	3 009,45	1,80	3 009,45	1,80
12/1977	800,36	10,53	696,18	17,85	01/2007	3 063,62	1,80	3 063,62	1,80
07/1978	884,20	10,48	842,28	20,99	01/2008	3 097,31	1,10		
01/1979	975,67	10,34			09/2008	3 122,08	0,80	3 105,57	1,37
07/1979	1 067,14	9,38			04/2009	3 153,30	1,00	3 145,50	1,29
12/1979	1 128,12	5,71	1 026,49	21,87	04/2010	3 181,67	0,90	3 174,58	0,92
06/1980	1 204,35	6,76	1 172,59	14,23	04/2011	3 248,48	2,10	3 231,78	1,80
01/1981	1 295,82	7,59			04/2012	3 316,69	2,10	3 299,64	2,10
07/1981	1 433,02	10,59	1 364,42	16,36	04/2013	3 359,80	1,30	3 349,02	1,50
01/1982	1 539,74	7,45			04/2014	3 379,95	0,60	3 374,91	0,77
07/1982	1 661,69	7,92	1 600,72	17,32	04/2015	3 379,95	0,00	3 379,95	0,15
01/1983	1 722,67	3,67			04/2016	3 383,32	0,10	3 382,48	0,07
07/1983	1 791,28	3,98	1 756,98	9,76	04/2017	3 393,46	0,30	3 390,93	0,25
01/1984	1 823,29	1,79			04/2018	3 427,39	1,00	3 418,91	0,83
07/1984	1 862,93	2,17	1 843,11	4,90	01/2019	3 478,80	1,50	3 478,80	1,75
01/1985	1 926,96	3,44			01/2020	3 513,58	1,00	3 513,58	1,00
07/1985	1 980,31	2,77	1 953,64	6,00	01/2021	3 527,63	0,40	3 527,63	0,40
01/1986	2 006,23	1,31			01/2022	3 566,43	1,10		
10/1986	2 016,90	0,53	2 008,90	2,83	07/2022	3 709,08	4,00	3 637,76	3,12
01/1987	2 053,49	1,81			01/2023	3 738,75	0,80	3 738,75	2,78
07/1987	2 073,31	0,97	2 063,40	2,71	01/2024	3 936,90	5,30	3 936,90	5,30
01/1988	2 126,66	2,57			01/2025	4 023,51	2,20	4 023,51	2,20

ASSURANCE VIEillesse DE BASE COTISATIONS

Principe

Principaux textes applicables : L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-2, L. 242-12-1, L.642-1, L. 642-2-1, D. 131-1, D. 131-2, D. 131-3, D. 642-1, D.642-3, D. 642-4, D. 642-6, D. 643-3 du CSS.

Depuis le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés. Ces revenus sont divisés en deux tranches, appelées T1 (0 à PASS) et T2 (0 à 5 PASS), et chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation.

La cotisation est due pour l'année en cours, calculée, à titre provisionnel, en pourcentage du revenu de l'avant-dernière année et régularisée lorsque le revenu de l'année en cours est connu.

Taux de cotisation 2024	Cotisation maximum		Nombre de points maximum	
	à PASS (46 368 €)	à 5 PASS (231 840 €)	à PASS (46 368 €)	à 5 PASS (231 840 €)
0 à PASS : 8,23%	3 816 €	3 816 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	867 €	4 335 €	5	25
	4 683 €	8 151 €	530	550
Taux de cotisation 2025	à PASS (47 100 €)	à 5 PASS (235 500 €)	à PASS (47 100 €)	à 5 PASS (235 500 €)
0 à PASS : 8,73%	4 112 €	4 112 €	557	557
0 à 5 PASS : 1,87%	881 €	4 404 €	5	25
	4 993 €	8 516 €	562	582
Taux de cotisation 2026	à PASS (48 060 €)	à 5 PASS (240 300 €)	à PASS (48 060 €)	à 5 PASS (240 300 €)
0 à PASS : 8,73%	4 196 €	4 196 €	557	557
0 à 5 PASS : 1,87%	899 €	4 494 €	5	25
	5 094 €	8 689 €	562	582

La cotisation est exigible annuellement et d'avance. Elle est due à compter du premier jour du trimestre civil qui suit le début d'activité et jusqu'au dernier jour du trimestre civil au cours duquel la radiation intervient, sauf pour les assurés de la CIPAV. A compter du 1^{er} janvier 2023, pour les assurés de la CIPAV, la date d'effet de l'affiliation ou de la radiation d'un assuré est le premier jour du mois civil suivant le début ou la fin de l'activité professionnelle (Décret n° 2023-148 du 2 mars 2023).

Le non-paiement de la cotisation aux échéances fixées entraîne l'application de majorations de retard.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, une cotisation sur un revenu supérieur ou égal à 600 heures de SMIC, soit **7 128 €** au 1^{er} janvier 2025, permet de valider quatre trimestres.

Remarque :

L'article 18 de la loi 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 a réformé l'assiette des cotisations.

A partir de 2026, sur le revenu professionnel 2025, l'assiette sociale sera constituée du chiffre d'affaires, après déduction des charges d'exploitation, et après un abattement forfaitaire fixé par la loi à 26 % du bénéfice « brut » après abattement.

Dans le cadre de cette réforme, le taux sur T1 passera de 8,23 % à 8,73 %. Ce nouveau taux sera appliqué en 2026 lors de la régularisation de la cotisation 2025.

Début d'exercice (L. 131-6-2)

La cotisation des deux premières années civiles d'activité est calculée à titre provisionnel sur une base forfaitaire : 19 % du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 8 949 € en 2025) la 1^{ère} année et la 2^{ème} année (si le professionnel est affilié durant 4 trimestres).

En cas de période d'affiliation inférieure à une année, les plafonds servant au calcul des cotisations provisionnelles sont réduits au prorata de la durée d'affiliation.

Toutefois, sur demande de l'adhérent, aucune cotisation n'est appelée pendant les douze premiers mois. Le paiement est alors reporté jusqu'au calcul définitif des cotisations. Les cotisations définitives peuvent être étalées sur 5 ans maximum sans majoration de retard.

Ne sont assimilées à un début d'activité ni la modification des conditions d'exercice de l'activité professionnelle, ni la reprise d'activité intervenue, soit dans l'année au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, soit dans l'année suivante.

Cotisation minimale (D. 642-4)

Une cotisation minimale est appelée sur un revenu correspondant à 11,5 % du PASS depuis le 1^{er} janvier 2017 (5,25 % de 2012 à 2014, 7,7 % en 2015, 11,5 % en 2016). Remarque : la cotisation minimale n'est pas proratisée en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

La cotisation minimale n'est toutefois appliquée ni aux professionnels dont l'activité libérale est accessoire, ni aux professionnels titulaires d'une pension de retraite ou d'invalidité ; la cotisation est alors appelée au premier euro (disposition supprimée à compter du 1^{er} janvier 2016, date à compter de laquelle seuls les bénéficiaires de la prime d'activité sont dispensés de cotisation minimale).

	Cotisation	Nombre de points	Nombre de trimestres
Cotisation minimale	450 heures de SMIC (5 346 €)	450 heures de SMIC (5 346 €)	450 heures de SMIC (5 346 €)
450 fois le SMIC horaire : 8,73%	467 €	59,59	3
450 fois le SMIC horaire : 1,87%	100 €	0,57	
	566 €	60	
Cotisation provisionnelle 1^{ère} année	19% PASS (8 949 €)	19% PASS (8 949 €)	19% PASS (8 949 €)
0 à 19% PASS : 8,73%	781 €	99,75	4
0 à 19% PASS : 1,87%	167 €	0,19	
	949 €	100	
Cotisation provisionnelle 2^{ème} année	19% PASS N-1 (8 810 €)	19% PASS N-1 (8 810 €)	19% PASS N-1 (8 810 €)
0 à 19% PASS : 8,73%	769 €	99,75	4
0 à 19% PASS : 1,87%	165 €	0,19	
	934 €	100	

Remarque :

Depuis le 1er janvier 2024 (décret n° 2023-1352 du 29 décembre 2023), la cotisation minimale est appelée sur un revenu correspondant à 450 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance en vigueur le 1^{er} janvier de l'année considérée.

Définition du revenu (L. 131-6)

L'assiette de la cotisation proportionnelle est constituée de l'ensemble des revenus d'activité retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Il ne doit pas être tenu compte des plus ou moins values professionnelles nettes à long terme, des déficits des années antérieures, du coefficient multiplicateur mentionné au 7° de l'article 158 du code général des impôts, des déductions pour investissements dans les DOM-TOM, des amortissements réputés différés en période déficitaire, des allègements fiscaux admis pour certains créateurs d'entreprise, ni des primes facultatives versées en matière de retraite et de prévoyance.

L'assiette des cotisations des associés et dirigeants de sociétés d'exercice libéral (SEL) est soumise à des règles spécifiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, à la demande de l'assuré, l'assiette des cotisations peut, dans tous les cas, porter sur les revenus estimés. Lorsque le revenu définitif est supérieur, au titre de la même période, de plus d'un tiers au revenu estimé par le professionnel libéral, une majoration est appliquée sur l'insuffisance du versement des acomptes provisionnels, sauf si les éléments en la possession du cotisant, au moment de sa demande, justifiaient son estimation.

Le taux de cette majoration est de 5 % lorsque le revenu définitif est inférieur ou égal à 1,5 fois le revenu estimé et de 10 % lorsqu'il est supérieur à 1,5 fois le revenu estimé.

En 2015, les professionnels libéraux ont l'obligation de dématérialiser la déclaration de leurs revenus et le paiement de leurs cotisations et contributions sociales (L. 133-6-7-2) lorsque leurs revenus sont supérieurs à 50 % du PASS (20 % du PASS en 2016, D. 133-17). Le seuil est réduit prorata temporis en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

Une majoration de 0,2 % du montant des cotisations dues à l'organisme est applicable en cas de non-respect des obligations de dématérialisation (D. 133-17-1).

Exonérations (L.642-3 du CSS et statuts de la CNAVPL)

Sont exonérées du paiement des cotisations, les personnes reconnues atteintes d'une incapacité d'exercice de leur profession, soit pour une durée continue de six mois, soit pour une durée au moins égale à six mois au cours de la même année.

Régime de base au 30.06.2025	Invalides 100% en exercice	Malades
CPRN	0	0
CAVOM	0	0
CARMF	1	1 017
CARCDSF	0	304
CAVP	0	33
CARPIMKO	248	1 540
CARPV	0	45
CAVAMAC	0	12
CAVEC	0	3
CIPAV - PL	32	23
CIPAV - ME	0	0
	281	2 977

Dispositif d'exonération des cotisations

Les créateurs et repreneurs d'entreprise bénéficient d'un dispositif d'exonération de cotisations. Depuis le 1^{er} janvier 2021, ce dispositif connaît des restrictions pour les micro-entrepreneurs. Ces restrictions sont les suivantes :

- Les micro-entrepreneurs doivent appartenir aux catégories mentionnées à l'article L. 5141-1 du code du travail bénéficiant d'une aide au retour à l'emploi (demandeurs d'emploi indemnisé ou indemnisable par un régime d'assurance chômage, demandeur d'emploi non indemnisé inscrit depuis plus de 6 mois à Pôle emploi ces 18 derniers mois, allocataires du RSA, de l'allocation de solidarité spécifique, avoir entre 18 et 25 ans révolus, etc.) ;
- Les micro-entrepreneurs doivent formuler une demande auprès de l'Urssaf. Cette obligation ne concerne pas les professionnels libéraux classiques.

Cotisations concernées par les exonérations

- Les cotisations d'assurance vieillesse de base et d'invalidité-décès ainsi que d'autres cotisations sociales obligatoires : cotisations d'assurance maladie, maternité, veuvage et allocations familiales.
- Restent notamment dues les cotisations relatives à la retraite complémentaire, à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), au risque accident du travail et à la formation professionnelle continue.

Personnes visées par le dispositif

- Les créateurs et repreneurs d'entreprises ayant un revenu annuel net inférieur à 1 PASS au titre de leur première année d'activité soit à titre indépendant, en tant que travailleurs non salariés agricoles ou non agricoles, soit sous la forme d'une société, agricole ou non, à condition d'en exercer effectivement le contrôle.
- Une personne ne peut bénéficier de l'exonération pendant une période de trois ans à compter de la date à laquelle elle a cessé d'en bénéficier au titre d'une activité antérieure.

Durée de l'exonération

- Elle est limitée à 12 mois, pour tous les créateurs d'entreprise, micro-entrepreneurs ou non. Aucune prolongation n'est possible.

Taux d'exonération

- L'exonération est totale lorsque les revenus nets d'activité indépendante sont inférieurs ou égaux aux trois quarts du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) (soit 35 325 € en 2025) ;
- L'exonération est dégressive lorsque ces revenus sont supérieurs à 75 % et inférieurs à 100 % du PASS (soit des revenus supérieurs à 35 325 € mais inférieurs à 47 100 € en 2025) ;
- L'exonération est nulle lorsque les mêmes revenus sont au moins égaux au PASS (soit au moins égaux à 47 100 € en 2025).

Rachats

Au-delà d'un certain âge, et selon un barème fixé par arrêté, il est possible de racheter des trimestres, dans la limite de 12, et éventuellement des points au titre :

- Des années civiles d'activité professionnelle ayant donné lieu à versement de cotisations, mais n'ayant pas permis la validation de 4 trimestres.
- Des périodes d'études n'ayant pas fait l'objet d'une affiliation à un régime d'assurance vieillesse lorsque le régime des professions libérales a été le premier régime d'accueil après lesdites études, sachant que ces périodes d'études doivent avoir donné lieu à l'obtention

d'un diplôme, l'admission dans les grandes écoles et classes du second degré préparatoires à ces écoles étant assimilée à l'obtention d'un diplôme. Si le régime des professions libérales n'est pas le premier régime d'affiliation après les études, le rachat pourra néanmoins avoir lieu, mais auprès du premier régime d'accueil.

L'assuré dont la pension prend effet à partir du 1^{er} janvier 2011 et qui a bénéficié, avant le 1^{er} janvier 2004, d'une dispense de cotisation au titre de ses deux premières années d'affiliation pouvait racheter les périodes correspondantes dans la limite maximale de huit trimestres. La demande devait être effectuée avant le 1^{er} janvier 2016. Le coût du rachat est fonction du revenu.

Cas particuliers

Les affiliés qui exercent leur activité en étant atteint d'une invalidité les obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne selon le guide-barème annexé au décret n° 93-1216 du 4 novembre 1993, bénéficient, au titre de chaque année civile concernée, de 200 points supplémentaires (L. 643-1 et D. 643-1).

Les affiliées bénéficient de 100 points supplémentaires au titre du trimestre au cours duquel survient l'accouchement, dans la limite de 550 points au total (L. 643-1 et D. 643-1).

Ont la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire (L. 742-6, D. 742-36, D. 742-41) :

- Les personnes ayant été à la charge d'un régime obligatoire français d'assurance maladie pendant 5 ans, **exerçant une activité libérale et résidant hors du territoire français**. Ils cotisent pour les risques vieillesse (base et complémentaire) et invalidité-décès (D. 763-3). Le revenu soumis à cotisation est celui perçu à l'étranger communiqué à la caisse. La demande est à présenter dans les 2 ans à compter du premier jour d'exercice.
- Les assurés qui ont cessé leur activité libérale, **n'exercent plus aucune activité professionnelle** relevant d'un régime légal d'assurance vieillesse et qui ne peuvent prétendre aux prestations de vieillesse en raison de leur âge. Ils cotisent aux régimes de base et complémentaire. Le revenu soumis à cotisations est celui de la dernière année civile d'activité entière, revalorisé comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.
- **Les anciens conjoints collaborateurs**. Les cotisations sont assises sur les revenus ayant servi de base au calcul des cotisations dues au titre de la dernière année civile d'activité entière ou, à défaut, de la dernière année civile d'activité, revalorisés comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.

Bénéficiaire du statut de micro-entrepreneur

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a créé le statut de l'auto-entrepreneur (appelé micro-entrepreneur depuis 2016).

Les professionnels libéraux relevant de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV), selon le périmètre des professions de la CIPAV défini par loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, peuvent exercer leur activité en tant que micro-entrepreneurs et bénéficier du régime micro-social simplifié à certaines conditions. Le professionnel libéral doit relever du régime fiscal de la micro-entreprise, être en franchise de TVA et son chiffre d'affaires doit être inférieur à 77 700 € HT en 2025.

Dans le cadre du régime micro-social simplifié, les cotisations et contributions sociales du professionnel libéral sont calculées par l'Urssaf, mensuellement ou trimestriellement, en appliquant un taux forfaitaire sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le revenu (BNC) net. Ce taux est de 23,2 % au 1^{er} juillet 2025. Il est de 25,40 % si le professionnel opte pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu.

Le taux de 23,2 % comprend les cotisations d'assurance maladie et maternité, les cotisations d'allocations familiales, la CSG et la CRDS, la cotisation d'assurance vieillesse de base, la cotisation d'assurance vieillesse complémentaire et la cotisation d'assurance invalidité-décès.

Par ailleurs, pour le professionnel qui bénéficie de l'exonération des créateurs d'entreprise, le cumul de cette exonération et du régime micro-social simplifié se traduit par l'application d'un taux spécifique de 13,9 % pour une période de douze mois.

La CIPAV est compétente pour calculer les droits et verser les prestations du micro-entrepreneur.

année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux de cotisation	22,50%	22,00%	22,00%	22,00%	22,00%	21,20%	21,20%	23,20%	23,20%

Assurance vieillesse des conjoints collaborateurs

Est considéré comme conjoint collaborateur le conjoint du chef d'entreprise (personne mariée ou liée à lui par un PACS) qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans avoir la qualité d'associé au sens de l'article 1382 du Code civil (art. 12 loi n° 2005-882 du 2 août 2005 ; décret n° 2006-966 du 1^{er} août 2006).

Les personnes qui exercent à l'extérieur de l'entreprise une activité salariée d'une durée au moins égale à la moitié de la durée légale du travail, ou une activité non salariée, sont présumées ne pas exercer dans l'entreprise une activité professionnelle de manière régulière et donc ne pas remplir les conditions pour être considérées comme conjoint collaborateur. Il ne s'agit que d'une présomption simple. Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés, le statut de conjoint collaborateur n'est autorisé qu'au conjoint du gérant associé unique ou du gérant associé majoritaire d'une société à responsabilité limitée ou une société d'exercice libéral à responsabilité limitée.

Les conjoints collaborateurs des professionnels libéraux sont affiliés obligatoirement au régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux et aux régimes complémentaires d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès de la section à laquelle adhère le professionnel libéral.

Dans le régime de base, les cotisations sont calculées soit sur un revenu forfaitaire, soit sur un pourcentage (25 % ou 50 %) du revenu du professionnel libéral, soit avec l'accord de ce dernier, sur une fraction (quart ou moitié) de son revenu professionnel (l'assiette de cotisation étant alors partagée entre eux). Le choix est exprimé par le conjoint collaborateur pour 3 ans.

Dans les régimes complémentaires d'assurance vieillesse, la cotisation du conjoint ou pacsé collaborateur est égale au quart ou à la moitié de celle du professionnel libéral.

Dans la plupart des régimes complémentaires d'assurance invalidité-décès, la cotisation du conjoint ou pacsé collaborateur est égale au quart ou à la moitié de la cotisation du professionnel libéral (décret n° 2011-699 du 20 juin 2011).

Remarque : les conjoints collaborateurs ne remplissant plus les conditions de l'affiliation obligatoire (par exemple en cas de séparation ou de cessation d'activité professionnelle) peuvent désormais cotiser, sous certaines conditions, notamment de délais, de façon volontaire (décret n° 2015-769 du 29 juin 2015 d'application de l'article L. 742-6 modifié par l'article 32 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014).

Le collaborateur libéral

Est collaborateur libéral le membre non salarié d'une profession libérale qui, dans le cadre d'un contrat de collaboration libérale, exerce auprès d'un autre professionnel, personne physique ou morale, la même profession (article 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005).

Le collaborateur libéral exerce son activité professionnelle en toute indépendance, sans lien de subordination. Il peut compléter sa formation et peut se constituer une clientèle personnelle.

Ce statut n'est pas ouvert à toutes les professions libérales :

- Il est réservé aux professions libérales soumises à statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- Il ne concerne pas les professions d'officiers publics ou ministériels, les commissaires aux comptes et les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises.

Le collaborateur libéral relève du statut social et fiscal du professionnel libéral.

Encaissement de cotisations 2024

Régime de base	Cotisations exigibles pour 2024	Cotisations encaissées au 31.12.2024	Taux d'encaissement	
			2024	2023
CPRN	70 718 984,00 €	70 653 895,00 €	99,91	99,28
CAVOM	21 926 981,00 €	20 017 339,00 €	91,29	93,01
CARMF	597 889 913,00 €	582 914 961,61 €	97,50	97,34
CARCDSF	243 810 897,74 €	238 873 855,91 €	97,98	97,88
CAVP	135 491 050,00 €	133 969 891,14 €	98,88	98,96
CARPIMKO	988 597 515,28 €	907 255 776,95 €	91,77	91,15
CARPV	53 071 609,82 €	52 341 968,70 €	98,63	98,51
CAVAMAC	58 599 710,94 €	56 950 629,32 €	97,19	97,12
CAVEC	73 052 492,02 €	70 507 854,41 €	96,52	95,08
CIPAV	660 214 155,00 €	627 408 147,00 €	95,03	95,60
	2 903 373 308,80 €	2 760 894 319,04 €	95,09	94,98

Compensation nationale

Prévue à l'article 2 de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, puis à l'article 7 de la loi du 21 août 2003, (article L.134-1 et L.134-2 du CSS), la compensation démographique généralisée dite « nationale » entre les régimes de base obligatoires de sécurité sociale est régie par les articles D.134-2 à D.134-9 du CSS.

La compensation nationale est calculée en fonction :

1° Du nombre des cotisants actifs et du nombre de retraités de droit direct de 65 ans et plus de chaque régime.

Ne sont pas considérés comme des cotisants actifs (D. 134-4) :

- les étudiants et les invalides de guerre ;
- les assurés volontaires ;
- les assujettis exonérés ou dispensés totalement du versement des cotisations.

Sont néanmoins considérés cotisants actifs les effectifs dont les cotisations sont prises en charge par le FSV.

2° D'une prestation de référence qui a été celle du régime des exploitants agricoles jusqu'en 1991 et de 1995 à 1997, ORGANIC de 1992 à 1994, en 1998, de 2000 à 2006, puis de la CNRSI- AVIC de 2007 à 2017 (l'ORGANIC a été fusionné au sein du RSI en 2006) et de la CAVIMAC en 1999.

Prestation et cotisation de référence

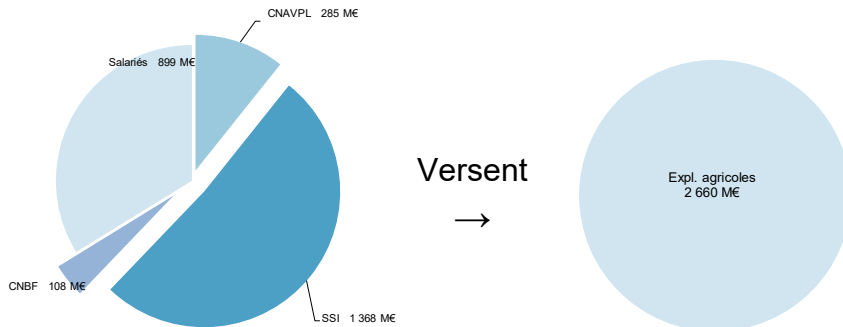
Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence	Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence
1981	1 495,34 €	577,58 €	2003	3 110,00 €	1 593,00 €
1982	1 778,90 €	692,10 €	2004	3 144,00 €	1 623,00 €
1983	1 981,25 €	770,81 €	2005	3 189,00 €	1 665,00 €
1984	2 139,93 €	831,44 €	2006	3 230,00 €	1 704,00 €
1985	2 262,34 €	905,18 €	2007	3 260,00 €	1 734,00 €
1986	2 342,08 €	977,72 €	2008	3 272,00 €	1 723,00 €
1987	2 478,07 €	1 068,26 €	2009	3 311,00 €	1 764,00 €
1988	2 559,16 €	1 135,90 €	2010	3 328,00 €	1 773,00 €
1989	2 617,24 €	1 195,66 €	2011	3 313,00 €	1 789,00 €
1990	2 736,15 €	1 268,53 €	2012	3 361,00 €	1 871,00 €
1991	2 764,14 €	1 332,36 €	2013	3 378,00 €	1 931,00 €
1992	2 667,86 €	1 305,11 €	2014	3 352,00 €	1 974,00 €
1993	2 744,86 €	1 413,51 €	2015	3 309,39 €	1 950,59 €
1994	2 807,79 €	1 493,53 €	2016	3 257,00 €	1 951,00 €
1995	2 862,06 €	1 551,60 €	2017	3 246,00 €	1 926,00 €
1996	2 892,58 €	1 621,87 €	2018	3 265,00 €	1 948,00 €
1997	2 947,70 €	1 688,95 €	2019	3 275,00 €	1 961,00 €
1998	2 984,79 €	1 727,08 €	2020	3 308,00 €	2 032,00 €
1999	2 998,37 €	1 736,96 €	2021	3 322,00 €	2 184,00 €
2000	3 045,32 €	1 757,76 €	2022	3 423,00 €	2 250,00 €
2001	3 110,00 €	1 796,00 €	2023	3 519,00 €	2 313,00 €
2002	3 163,00 €	1 806,00 €	2024	3 705,00 €	2 436,00 €

Compensation nationale 2024

En 2024, 16 régimes ont participé à la compensation nationale, totalisant 34 290 656 cotisants actifs et 20 239 410 retraités de droit direct.

Pour verser la prestation de référence de 3 705 € à ces retraités, la cotisation de référence a été fixée à 2 436 €.

La CNAVPL avait, en 2024, 839 824 cotisants compensables et 418 777 retraités compensables. Compte tenu de la prestation et de la cotisation de référence, la CNAVPL a versé 284 986 793 €.



Régimes	Actifs cotisants	Retraités ≥ 65 ans droits directs	Rapport
CNBF	75 701	15 524	4,88
CNAVPL	839 824	418 777	2,01
CNRACL	2 141 015	1 087 473	1,97
Régime général	24 925 614	12 719 872	1,96
RATP	37 258	24 205	1,54
Fonctionnaires militaires	310 423	184 161	1,69
CNIEG	129 808	107 522	1,21
Fonctionnaires civils	1 518 247	1 434 618	1,06
SSI	2 880 146	1 330 825	2,16
CPRPSNCF	109 264	125 815	0,87
CRPCEN	53 826	54 104	0,99
ENIM	25 220	45 533	0,55
Ouvriers Etat	16 397	54 935	0,30
Salariés agricoles	815 093	1 595 503	0,51
Exploitants agricoles	412 121	961 116	0,43
CANSSM	699	79 427	0,01
	34 290 656	20 239 410	1,69

**Tableau récapitulatif des transferts de compensation vieillesse
entre les salariés et les non salariés**

en euros

Ex.	Salariés	Exploitants agricoles	Commerçants	Artisans	CNAVPL	CAVIMAC	CNBF
1976	785 981 553	(580 009 833)	(171 182 060)	(53 916 002)	19 126 342	-	-
1977	885 647 007	(651 530 423)	(195 819 051)	(63 253 230)	24 955 698	-	-
1978	1 078 043 671	(786 420 936)	(245 139 168)	(79 193 399)	32 709 832	-	-
1979	1 337 897 037	(954 240 844)	(296 293 315)	(88 640 647)	42 311 605	(41 033 835)	-
1980	1 599 098 046	(1 143 511 888)	(350 471 007)	(104 818 307)	51 985 908	(52 282 751)	-
1981	1 796 608 892	(1 294 563 555)	(391 186 039)	(113 743 404)	66 313 967	(63 429 861)	-
1982	2 122 919 189	(1 548 789 640)	(455 178 953)	(127 881 167)	86 139 099	(77 208 528)	-
1983	2 428 708 214	(1 799 389 891)	(498 844 870)	(139 911 911)	95 675 776	(86 237 319)	-
1984	2 640 365 952	(1 976 119 701)	(524 289 341)	(156 796 065)	111 376 183	(94 537 028)	-
1985	2 770 235 692	(2 089 171 015)	(539 910 224)	(167 086 375)	128 394 752	(102 462 831)	-
1986	2 785 920 242	(2 122 442 635)	(544 990 465)	(152 099 345)	144 729 156	(111 116 953)	-
1987	2 896 903 810	(2 256 603 031)	(554 629 013)	(133 249 987)	168 484 247	(120 906 026)	-
1988	3 139 066 866	(2 474 174 741)	(572 821 687)	(150 795 577)	190 574 207	(131 849 067)	-
1989	3 439 835 343	(2 740 878 514)	(605 562 246)	(164 078 229)	212 389 556	(141 505 910)	-
1990	3 686 812 272	(2 972 832 585)	(644 344 893)	(168 531 786)	234 091 783	(150 007 233)	14 812 043
1991	3 790 549 572	(3 086 945 617)	(651 582 703)	(168 800 524)	254 536 271	(154 090 207)	16 333 208
1992	3 828 275 996	(3 106 841 356)	(639 377 052)	(199 455 494)	250 231 949	(150 864 306)	18 030 263
1993	4 020 009 660	(3 302 646 092)	(648 531 094)	(218 835 735)	283 182 315	(156 100 842)	22 921 789
1994	4 189 752 856	(3 506 283 243)	(647 005 119)	(213 174 194)	311 085 349	(160 852 239)	26 476 590
1995	4 341 859 352	(3 643 578 913)	(659 046 432)	(230 057 256)	324 562 581	(164 969 889)	31 230 556
1996	4 404 703 572	(3 720 783 785)	(670 200 511)	(233 726 679)	350 526 691	(165 528 287)	35 008 999
1997	4 530 489 846	(3 827 620 500)	(685 330 264)	(259 086 613)	372 218 118	(169 526 070)	38 855 483
1998	4 678 793 651	(3 945 277 374)	(708 433 874)	(278 307 876)	382 673 290	(171 203 393)	41 755 577
1999	4 748 459 448	(3 981 044 623)	(732 146 024)	(299 898 074)	392 121 102	(171 420 164)	43 928 335
2000	4 823 391 805	(4 047 579 163)	(745 455 389)	(303 422 562)	399 418 190	(173 513 410)	47 160 530
2001	4 958 763 157	(4 134 512 816)	(772 654 727)	(330 409 677)	404 245 828	(176 191 428)	50 759 663
2002	5 134 110 490	(4 227 824 566)	(834 784 945)	(354 332 827)	406 544 295	(177 963 595)	54 251 148
2003	5 426 554 315	(4 257 381 188)	(915 993 366)	(447 336 037)	321 352 840	(176 008 079)	48 811 516
2004	5 362 984 200	(4 276 623 243)	(897 927 007)	(435 838 815)	370 108 465	(175 494 006)	52 790 407
2005	5 319 838 090	(4 273 968 122)	(885 547 419)	(434 487 800)	392 495 568	(175 630 149)	57 299 832
2006	5 132 284 253	(4 235 634 736)	(935 743 139)	(452 474 875)	429 149 894	-	62 418 603
2007	5 028 530 426	(4 185 322 900)	(919 363 876)	(443 538 343)	456 288 590	-	63 406 103
2008	4 916 759 135	(4 108 732 950)	(892 819 292)	(443 040 152)	463 025 316	-	64 807 874
2009	4 833 939 108	(4 001 613 101)	(936 421 422)	(458 723 040)	495 819 825	-	66 998 700
2010	4 575 715 338	(3 908 297 890)	(910 524 539)	(398 210 615)	573 343 612	-	67 974 095
2011	4 365 731 083	(3 783 156 056)	(879 776 586)	(380 807 158)	607 498 489	-	70 510 229
2012	4 434 672 549	(3 723 321 496)	(971 984 073)	(435 201 489)	624 219 908	-	71 614 601
2013	4 390 775 744	(3 623 241 166)	(1 039 833 658)	(457 588 252)	650 642 729	-	79 244 603
2014	4 373 045 223	(3 486 504 285)	(1 123 067 502)	(506 109 951)	658 714 905	-	83 921 610
2015	4 420 758 925	(3 346 396 139)	(1 223 046 459)	(582 562 456)	646 960 376	-	84 285 753
2016	3 932 477 513	(3 178 683 149)	(1 131 003 373)	(465 857 916)	757 076 170	-	85 990 755
2017	3 524 328 367	(3 062 478 389)	(1 450 827 625)		902 608 841	-	86 368 806
2018	3 223 782 106	(2 961 193 745)	(1 202 212 774)		848 763 043	-	90 861 370
2019	2 808 296 676	(2 857 653 153)	(826 432 132)		777 544 219	-	98 244 391
2020	2 452 456 653	(2 756 953 644)	(467 676 756)		671 265 174	-	100 908 573
2021	2 156 402 409	(2 668 168 252)		(112 254 570)	528 173 246	-	95 847 167
2022	1 656 077 732	(2 637 253 354)		433 867 017	447 951 697	-	99 356 907
2023	1 272 305 231	(2 608 184 086)		845 636 432	386 517 913	-	103 724 509
2024	899 176 021	(2 659 924 656)		1 367 725 985	284 986 793	-	108 035 858

La CNBF, Caisse Nationale des Barreaux Français, est entrée dans le champ de la compensation nationale en 1990, année au cours de laquelle elle a dépassé le seuil de 20 000 affiliés. Cette entrée dans la compensation démographique généralisée a mis fin à la compensation bilatérale entre la CNAVPL et la CNBF.

A compter de 2017, fusion des deux régimes commerçants et artisans du RSI (SSI à compter de 2018).

Compensation nationale

Exercice	Somme à verser	Subvention du Trésor Public	Charge de la CNAVPL
1976	19 126 342 €	19 126 342 €	0 €
1977	24 955 698 €	24 849 190 €	106 508 €
1978	32 709 832 €	32 624 090 €	85 742 €
1979	42 311 605 €	36 651 793 €	5 659 812 €
1980	51 985 908 €	39 331 846 €	12 654 062 €
1981	66 313 967 €	46 390 236 €	19 923 731 €
1982	86 139 099 €	43 069 550 €	43 069 549 €
1983	95 675 776 €	19 866 413 €	75 809 363 €
1984	111 345 694 €	0 €	111 345 694 €
1985	128 394 752 €	0 €	128 394 752 €
1986	144 729 156 €	0 €	144 729 156 €
1987	168 484 247 €	0 €	168 484 247 €
1988	190 574 207 €	0 €	190 574 207 €
1989	212 389 556 €	0 €	212 389 556 €
1990	234 091 783 €	0 €	234 091 783 €
1991	254 536 271 €	0 €	254 536 271 €
1992	250 231 949 €	0 €	250 231 949 €
1993	283 182 315 €	0 €	283 182 315 €
1994	311 085 349 €	0 €	311 085 349 €
1995	324 562 581 €	0 €	324 562 581 €
1996	350 526 691 €	0 €	350 526 691 €
1997	372 218 118 €	0 €	372 218 118 €
1998	382 673 290 €	0 €	382 673 290 €
1999	392 121 102 €	0 €	392 121 102 €
2000	399 418 190 €	0 €	399 418 190 €
2001	404 245 828 €	0 €	404 245 828 €
2002	406 544 295 €	0 €	406 544 295 €
2003	321 352 840 €	0 €	321 352 840 €
2004	370 108 465 €	0 €	370 108 465 €
2005	392 495 568 €	0 €	392 495 568 €
2006	429 149 894 €	0 €	429 149 894 €
2007	456 288 590 €	0 €	456 288 590 €
2008	463 025 316 €	0 €	463 025 316 €
2009	495 819 825 €	0 €	495 819 825 €
2010	573 343 612 €	0 €	573 343 612 €
2011	607 498 489 €	0 €	607 498 489 €
2012	624 219 908 €	0 €	624 219 908 €
2013	650 642 729 €	0 €	650 642 729 €
2014	658 714 905 €	0 €	658 714 905 €
2015	646 960 376 €	0 €	646 960 376 €
2016	757 076 170 €	0 €	757 076 170 €
2017	902 608 841 €	0 €	902 608 841 €
2018	848 763 043 €	0 €	848 763 043 €
2019	777 544 219 €	0 €	777 544 219 €
2020	671 265 174 €	0 €	671 265 174 €
2021	528 173 246 €	0 €	528 173 246 €
2022	447 951 697 €	0 €	447 951 697 €
2023	386 517 913 €	0 €	386 517 913 €
2024	284 986 793 €	0 €	284 986 793 €
* 2025	173 000 000 €	0 €	173 000 000 €
* 2026	44 000 000 €	0 €	44 000 000 €

* Acompte, le cas échéant révisé

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	Plafond annuel au 01/01	Plafond annuel moyen	Evolution Plafond annuel moyen	Coefficient
1950	* 402,47 €	* 402,47 €	15,79%	119,4126
...				
1955	* 695,17 €	* 722,61 €	3,95%	66,5089
...				
1960	* 945,18 €	* 1 012,26 €	7,10%	47,4779
...				
1965	1 865,98 €	1 865,98 €	7,37%	25,7559
...				
1970	2 744,08 €	2 744,08 €	10,29%	17,5141
...				
1975	5 030,82 €	5 030,82 €	18,53%	9,5531
...				
1980	9 165,23 €	9 165,23 €	12,08%	5,2437
...				
1985	15 970,56 €	16 272,41 €	7,17%	2,9535
...				
1990	19 757,39 €	19 976,92 €	4,60%	2,4058
...				
1998	25 776,08 €	25 776,08 €	2,70%	1,8645
1999	26 471,25 €	26 471,25 €	2,70%	1,8156
2000	26 892,01 €	26 892,01 €	1,59%	1,7871
2001	27 349,35 €	27 349,35 €	1,59%	1,7573
2002	28 224,00 €	28 224,00 €	3,20%	1,7028
2003	29 184,00 €	29 184,00 €	3,40%	1,6468
2004	29 712,00 €	29 712,00 €	1,81%	1,6175
2005	30 192,00 €	30 192,00 €	1,62%	1,5918
2006	31 068,00 €	31 068,00 €	2,90%	1,5469
2007	32 184,00 €	32 184,00 €	3,59%	1,4933
2008	33 276,00 €	33 276,00 €	3,39%	1,4443
2009	34 308,00 €	34 308,00 €	3,10%	1,4008
2010	34 620,00 €	34 620,00 €	0,91%	1,3882
2011	35 352,00 €	35 352,00 €	2,11%	1,3595
2012	36 372,00 €	36 372,00 €	2,89%	1,3213
2013	37 032,00 €	37 032,00 €	1,81%	1,2978
2014	37 548,00 €	37 548,00 €	1,39%	1,2800
2015	38 040,00 €	38 040,00 €	1,31%	1,2634
2016	38 616,00 €	38 616,00 €	1,51%	1,2446
2017	39 228,00 €	39 228,00 €	1,58%	1,2251
2018	39 732,00 €	39 732,00 €	1,28%	1,2096
2019	40 524,00 €	40 524,00 €	1,99%	1,1860
2020	41 136,00 €	41 136,00 €	1,51%	1,1683
2021	41 136,00 €	41 136,00 €	0,00%	1,1683
2022	41 136,00 €	41 136,00 €	0,00%	1,1683
2023	43 992,00 €	43 992,00 €	6,94%	1,0925
2024	46 368,00 €	46 368,00 €	5,40%	1,0365
2025	47 100,00 €	47 100,00 €	1,58%	1,0204
2026	48 060,00 €	48 060,00 €	2,04%	1,0000

* Anciens francs convertis en euros

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	P annuel au 01/01	85% PASS	5 PASS	11,5% PASS	19% PASS	27% PASS
2008	33 276 €	28 285 €	166 380 €			
2009	34 308 €	29 162 €	171 540 €			
2010	34 620 €	29 427 €	173 100 €			
2011	35 352 €	30 049 €	176 760 €			
2012	36 372 €	30 916 €	181 860 €			
2013	37 032 €	31 477 €	185 160 €	* 1 944 €	7 036 €	** 10 739 €
2014	37 548 €	31 916 €	187 740 €	* 1 971 €	7 134 €	10 138 €
2015	38 040 €	32 334 €	190 200 €	* 1 997 €	7 228 €	10 271 €
2016	38 616 €	32 824 €	193 080 €	* 2 973 €	7 337 €	10 426 €
2017	39 228 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2018	39 732 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2019	40 524 €	34 445 €	202 620 €	4 660 €	7 700 €	10 941 €
2020	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2021	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2022	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2023	43 992 €	37 393 €	219 960 €	5 059 €	8 358 €	11 878 €
2024	46 368 €	39 413 €	231 840 €	5 332 €	8 810 €	12 519 €
2025	47 100 €	40 035 €	235 500 €	5 417 €	8 949 €	12 717 €
2026	48 060 €	40 851 €	240 300 €	5 527 €	9 131 €	12 976 €

* Assiette de la cotisation minimale (en % du PASS) : 5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015 et 11,5% à partir de 2016 - ** Taux de 29% PASS en 2012

SMIC

Date de parution au JO	En vigueur au 1er janvier	Smic horaire brut	Evolution	200 heures de smic	2080 heures de smic	120% du smic annuel
29 juin 2007	2008	8,44 €	2,06%	1 688,00 €	17 555,20 €	18 432,96 €
28 juin 2008	2009	8,71 €	3,20%	1 742,00 €	18 116,80 €	19 022,64 €
26 juin 2009	01/07/2009	8,82 €	1,26%	1 764,00 €	18 345,60 €	19 262,88 €
19 déc. 2009	02/07/1905	8,86 €	0,45%	1 772,00 €	18 428,80 €	19 350,24 €
18 déc. 2010	2011	9,00 €	1,58%	1 800,00 €	18 720,00 €	19 656,00 €
30 nov. 2011	01/12/2011	9,19 €	2,11%	-	-	-
23 déc. 2011	01/01/2012	9,22 €	1,72%	1 844,00 €	19 177,60 €	20 136,48 €
26 juin 2012	01/07/2012	9,40 €	1,95%	1 880,00 €	19 552,00 €	20 529,60 €
21 déc. 2012	2013	9,43 €	0,32%	1 886,00 €	19 614,40 €	20 595,12 €
20 déc. 2013	2014	9,53 €	1,06%	1 906,00 €	19 822,40 €	20 813,52 €
24 déc. 2014	2015	9,61 €	1,91%	1 922,00 €	19 988,80 €	20 988,24 €
18 déc. 2015	2016	9,67 €	1,47%	1 934,00 €	20 113,60 €	21 119,28 €
21 déc. 2016	2017	9,76 €	0,93%	1 952,00 €	20 300,80 €	21 315,84 €
15 déc. 2017	2018	9,88 €	1,23%	1 976,00 €	20 550,40 €	21 577,92 €
19 déc. 2018	2019	10,03 €	1,52%	2 006,00 €	20 862,40 €	21 905,52 €
18 déc. 2019	2020	10,15 €	1,20%	2 030,00 €	21 112,00 €	22 167,60 €
17 déc. 2020	2021	10,25 €	0,99%	2 050,00 €	21 320,00 €	22 386,00 €
30 sep. 2021	01/10/2021	10,48 €	2,24%	2 096,00 €	21 798,40 €	22 888,32 €
22 déc. 2021	2022	10,57 €	0,86%	2 114,00 €	21 985,60 €	23 084,88 €
19 avr. 2022	01/05/2022	10,85 €	2,65%	2 170,00 €	22 568,00 €	23 696,40 €
29 jui. 2022	01/08/2023	11,07 €	2,03%	2 214,00 €	23 025,60 €	24 176,88 €
23 déc. 2022	2023	11,27 €	1,81%	2 254,00 €	23 441,60 €	24 613,68 €
26 avr. 2023	01/05/2023	11,52 €	2,22%	2 304,00 €	23 961,60 €	25 159,68 €
21 déc. 2023	01/01/2024	11,65 €	1,13%	2 330,00 €	24 232,00 €	25 443,60 €
24 oct. 2024	01/11/2024	11,88 €	1,97%	2 376,00 €	24 710,40 €	25 945,92 €
18 déc. 2025	01/01/2026	12,02 €	1,18%	2 404,00 €	25 001,60 €	26 251,68 €

ASSURANCE VIEillesse DE BASE TABLEAUX DES SECTIONS

Ensemble des sections, conjoints collaborateurs et micro-entrepreneurs

Exercice 2025	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés		Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
CPRN	12 210	5 554	2,20	36	1 172	1,99
CAVOM	3 923	3 115	1,26	0	725	1,13
CARMF	125 952	96 065	1,31	231	13 175	1,23
CARCDSF	49 572	26 749	1,85	54	3 934	1,73
CAVP	27 586	29 829	0,92	15	2 297	0,89
CARPIMKO	253 961	89 356	2,84	8	3 889	2,78
CARPV	11 771	4 992	2,36	0	1 268	2,09
CAVAMAC	11 777	25 573	0,46	83	9 306	0,39
CAVEC	15 223	12 275	1,24	0	1 974	1,15
CIPAV	168 613	131 349	1,28	0	15 849	1,21
Ens. Profession libérale	680 588	424 857	1,60	427	53 589	1,51
Micro-entrepreneurs	(1) 183 942	55 713	3,30	0	2 450	3,23
Conjoints collaborateurs	2 051	6 488	0,32	0	22	0,32
Total CNAVPL	866 581	487 058	1,78	427	56 061	1,68

(1) Estimation CIPAV

Ensemble des sections (historique)

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	103 262	8 824	11,70	4 010	-	10 496	7,34
...							
1970	176 938	36 233	4,88	10 709	-	18 050	3,91
...							
1980	253 571	55 877	4,54	14 575	-	19 960	3,85
...							
1995	400 894	106 356	3,77	3 484	8 748	29 529	3,31
1996	410 474	110 025	3,73	2 966	9 041	30 612	3,28
1997	418 998	113 913	3,68	2 520	9 255	31 670	3,23
1998	426 509	117 874	3,62	2 064	9 379	32 613	3,18
1999	436 723	121 755	3,59	1 731	9 439	33 431	3,15
2000	444 020	125 499	3,54	1 425	9 418	34 383	3,11
2001	448 663	129 072	3,48	1 150	9 274	35 168	3,06
2002	459 288	133 253	3,45	939	9 015	36 236	3,03
2003	466 913	137 124	3,41	587	8 822	36 809	3,00
2004	502 569	142 622	3,52	448	8 446	37 488	3,11
2005	512 239	148 053	3,46	328	7 985	37 612	3,07
2006	533 665	153 811	3,47	249	7 570	38 717	3,08
2007	554 273	162 518	3,41	186	7 184	40 742	3,03
2008	573 369	174 169	3,29	140	6 777	41 278	2,94
2009	601 000	185 973	3,23	108	6 358	42 498	2,90
2010	650 061	199 342	3,26	75	5 956	43 950	2,94
2011	686 912	212 792	3,23	57	5 513	44 802	2,92
2012	702 037	225 921	3,11	44	5 064	45 438	2,82
2013	729 229	240 710	3,03	28	4 643	45 842	2,77
2014	750 538	254 471	2,95	25	4 074	46 307	2,70
2015	777 732	270 022	2,88	6	3 676	46 980	2,65
2016	855 074	284 980	3,00	2	3 238	48 089	2,77
2017	962 484	299 831	3,21	0	2 707	48 251	2,97
2018	953 654	317 519	3,00	0	2 332	48 347	2,79
2019	896 433	336 055	2,67	0	2 031	48 913	2,49
2020	897 350	357 063	2,51	0	1 709	49 398	2,35
2021	888 616	380 121	2,34	0	1 343	49 691	2,19
2022	882 424	402 129	2,19	0	1 052	50 003	2,07
2023	877 881	425 632	2,06	0	854	53 073	1,94
2024	866 860	454 813	1,91	0	494	54 634	1,80
2025	864 530	480 570	1,80	0	427	56 039	1,70

Observations :

A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

A compter de 2010, prise en compte des micro-entrepreneurs dans les effectifs (économiquement actifs pour les cotisants (voir effectifs micro-entrepreneurs p.48)).

Caisse de prévoyance et de retraite des notaires

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 699	1 246	5,38	562	-	1 322	3,51
...							
1985	6 699	2 413	2,78	860	-	1 841	2,01
1986	6 828	2 495	2,74	796	-	1 832	2,00
1987	6 783	2 574	2,64	720	-	1 839	1,94
1988	6 793	2 649	2,56	660	197	1 816	1,91
1989	6 807	2 686	2,53	571	249	1 836	1,89
1990	6 849	2 747	2,49	506	301	1 841	1,87
1991	6 916	2 820	2,45	442	340	1 858	1,84
1992	6 996	2 875	2,43	399	373	1 875	1,84
1993	7 066	2 931	2,41	348	407	1 887	1,82
1994	7 058	2 973	2,37	296	440	1 893	1,80
1995	7 085	3 025	2,34	245	454	1 905	1,78
1996	7 128	3 055	2,33	209	463	1 924	1,77
1997	7 105	3 092	2,30	169	483	1 932	1,75
1998	7 111	3 179	2,24	137	497	1 901	1,72
1999	7 137	3 222	2,22	116	526	1 904	1,71
2000	7 193	3 241	2,22	89	535	1 886	1,72
2001	7 215	3 252	2,22	72	531	1 860	1,73
2002	7 312	3 250	2,25	55	532	1 848	1,75
2003	7 361	3 274	2,25	42	525	1 845	1,75
2004	7 745	3 349	2,31	33	508	1 828	1,82
2005	7 798	3 387	2,30	17	495	1 811	1,82
2006	7 922	3 449	2,30	15	472	1 786	1,82
2007	8 025	3 608	2,22	9	461	1 767	1,79
2008	8 085	3 711	2,18	8	429	1 714	1,77
2009	8 168	3 841	2,13	5	406	1 739	1,73
2010	8 199	3 995	2,05	5	373	1 699	1,69
2011	8 300	4 173	1,99	5	347	1 662	1,66
2012	8 375	4 283	1,96	5	309	1 638	1,64
2013	8 422	4 381	1,92	4	289	1 599	1,63
2014	8 480	4 555	1,86	3	245	1 596	1,58
2015	8 530	4 651	1,83	0	209	1 577	1,57
2016	8 505	4 687	1,81	0	193	1 525	1,56
** 2017	8 455	4 914	1,72	0	164	1 495	1,49
2018	9 438	5 089	1,85	0	144	1 461	1,62
2019	10 071	5 243	1,92	0	123	1 415	1,69
2020	10 468	5 334	1,72	0	104	1 346	1,74
2021	11 167	5 403	2,07	0	89	1 295	1,85
2022	11 408	5 460	2,09	0	0	1 281	1,87
2023	11 778	5 484	2,15	0	0	1 218	1,93
2024	12 096	5 556	2,18	0	0	1 207	1,96
2025	12 210	5 554	2,20	0	36	1 172	1,99

* Du 1er janvier 1975 au 31 décembre 2003, les notaires de plus de 65 ans sont exonérés des cotisations.

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, officiers publics
et des compagnies judiciaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 011	870	9,21	385	-	1 417	5,08
...							
* 1980	3 894	1 921	2,03	732	-	1 315	1,51
...							
1995	4 595	1 718	2,67	130	172	1 220	1,97
1996	4 611	1 694	2,72	107	167	1 212	2,00
1997	4 640	1 660	2,80	90	165	1 223	2,04
1998	4 648	1 656	2,81	73	163	1 222	2,05
1999	4 663	1 640	2,84	61	140	1 197	2,08
2000	4 664	1 634	2,85	49	134	1 202	2,09
2001	4 670	1 628	2,87	43	133	1 171	2,11
2002	4 688	1 609	2,91	29	116	1 155	2,14
2003	4 685	1 607	2,92	23	117	1 136	2,15
2004	4 665	1 610	2,90	19	108	1 107	2,16
2005	4 723	1 671	2,83	12	97	1 065	2,14
2006	4 752	1 686	2,82	7	88	1 063	2,14
2007	4 790	1 722	2,78	6	88	1 060	2,13
2008	4 763	1 769	2,69	5	81	1 029	2,09
2009	4 720	1 864	2,53	5	79	1 036	1,98
2010	4 697	1 922	2,44	2	68	1 015	1,93
2011	4 609	2 007	2,30	2	60	987	1,84
** 2012	4 221	2 155	1,96	2	55	962	1,60
2013	4 176	2 254	1,85	2	55	929	1,54
2014	4 123	2 347	1,76	2	40	905	1,47
2015	4 098	2 399	1,71	2	35	897	1,44
2016	4 078	2 466	1,65	0	30	885	1,40
*** 2017	4 012	2 531	1,59	0	25	856	1,36
2018	3 980	2 707	1,47	0	0	861	1,27
2019	3 966	2 946	1,35	0	0	822	1,18
2020	4 054	2 942	1,38	0	0	700	1,23
2021	4 060	3 106	1,31	0	0	716	1,17
2022	4 060	3 073	1,32	0	0	748	1,18
2023	4 042	2 999	1,35	0	0	741	1,20
2024	4 016	3 047	1,32	0	0	740	1,18
2025	3 923	3 115	1,26	0	0	725	1,13

* A compter du 1er janvier 1973, les avoués et les agréés ont quitté la CAVOM pour la CNBF.

** A compter du 1er janvier 2012, disparition de la profession d'avoué près les Cours d'appel.

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des médecins de France

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	27 200	1 948	13,96	896	-	4 128	6,78
...							
1985	82 743	11 866	6,97	2 879	-	5 252	5,71
1986	86 206	13 024	6,62	2 577	-	5 445	5,47
1987	90 343	14 039	6,44	2 351	-	5 557	5,37
1988	94 285	15 046	6,27	2 129	1 916	5 661	5,27
1989	99 334	15 805	6,28	1 923	2 246	6 027	5,28
1990	103 706	16 602	6,25	1 715	2 546	6 334	5,25
1991	107 259	17 529	6,12	1 531	2 806	6 678	5,14
1992	109 406	18 675	5,86	1 345	3 022	7 015	4,93
1993	111 230	19 726	5,64	1 158	3 193	7 418	4,75
1994	112 883	20 793	5,43	1 002	3 332	7 725	4,58
1995	114 034	21 768	5,24	881	3 441	8 033	4,42
1996	115 508	22 703	5,09	754	3 555	8 323	4,30
1997	116 756	23 415	4,99	651	3 589	8 710	4,20
1998	117 860	24 297	4,85	548	3 623	9 028	4,09
1999	119 173	24 929	4,78	439	3 654	9 266	4,03
2000	120 005	25 588	4,69	357	3 614	9 603	3,95
2001	120 348	26 173	4,60	275	3 523	9 901	3,87
2002	120 662	26 795	4,50	218	3 446	10 353	3,77
2003	120 692	27 470	4,39	170	3 331	10 423	3,69
2004	124 360	28 112	4,42	124	3 183	10 634	3,72
2005	124 155	29 284	4,24	91	3 010	10 815	3,58
2006	124 285	30 379	4,09	71	2 846	10 955	3,47
2007	123 972	31 959	3,88	50	2 673	11 113	3,30
2008	123 539	33 999	3,63	36	2 503	11 316	3,12
2009	123 378	36 343	3,39	25	2 335	11 918	2,92
2010	123 574	39 188	3,15	15	2 152	12 175	2,73
2011	123 777	42 286	2,93	6	1 988	12 354	2,55
2012	123 199	45 900	2,68	4	1 835	12 470	2,36
2013	122 730	49 535	2,48	2	1 643	12 407	2,20
2014	122 466	53 683	2,28	2	1 487	12 511	2,04
2015	122 004	58 161	2,10	1	1 334	12 484	1,89
2016	121 352	62 288	1,95	1	1 195	12 533	1,77
* 2017	121 198	65 751	1,84	0	1 054	12 607	1,68
2018	121 525	69 654	1,74	0	917	12 627	1,60
2019	121 590	73 290	1,66	0	802	12 725	1,53
2020	122 108	77 157	1,58	0	671	12 678	1,46
2021	122 445	81 220	1,51	0	560	12 814	1,40
2022	123 879	84 855	1,46	0	460	12 888	1,36
2023	123 335	88 896	1,39	0	374	12 997	1,29
2024	123 842	92 648	1,34	0	296	13 112	1,25
2025	125 952	96 065	1,31	0	231	13 175	1,23

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 893	810	10,98	256	-	301	9,26
...							
1985	32 610	4 619	7,06	909	-	1 232	6,23
1986	32 820	4 930	6,66	798	-	1 252	5,91
1987	33 646	5 339	6,30	708	-	1 309	5,61
1988	34 419	5 939	5,80	653	307	1 313	5,22
1989	35 350	6 165	5,73	552	337	1 545	5,10
1990	35 712	6 669	5,35	536	385	1 629	4,77
1991	36 268	7 122	5,09	515	430	2 075	4,44
1992	36 396	7 517	4,84	495	463	1 737	4,34
1993	35 264	7 883	4,47	476	472	1 821	4,01
1994	35 496	8 213	4,32	453	484	1 909	3,87
1995	35 536	8 439	4,21	427	533	1 988	3,77
1996	35 883	8 658	4,14	404	558	2 123	3,69
1997	35 759	8 955	3,99	378	583	2 195	3,56
1998	35 889	9 170	3,91	341	595	2 297	3,48
1999	36 077	9 489	3,80	311	600	2 386	3,38
2000	36 155	9 785	3,69	290	613	2 473	3,28
2001	36 141	10 029	3,60	257	625	2 561	3,20
2002	36 604	10 282	3,56	223	636	2 640	3,15
2003	36 086	10 037	3,60	54	630	2 702	3,17
2004	36 364	11 240	3,24	43	619	2 784	2,88
2005	36 626	11 001	3,33	32	576	2 893	2,94
2006	36 349	11 216	3,24	19	537	3 091	2,85
2007	36 570	11 656	3,14	13	507	3 565	2,72
2008	36 641	12 086	3,03	7	472	3 585	2,64
* 2009	39 523	14 544	2,72	4	455	3 691	2,41
2010	39 671	15 042	2,64	4	428	3 799	2,34
2011	39 610	15 747	2,52	4	404	3 859	2,24
2012	39 908	16 819	2,37	3	369	3 957	2,12
2013	40 132	17 654	2,27	0	338	4 027	2,04
2014	41 369	18 415	2,25	0	310	4 101	2,02
2015	42 063	19 188	2,19	0	288	4 234	1,97
2016	42 448	19 831	2,14	0	263	4 382	1,93
** 2017	43 328	20 324	2,13	0	233	3 970	1,94
2018	43 776	20 887	2,10	0	208	3 991	1,91
2019	44 245	21 672	2,04	0	178	3 987	1,87
2020	44 458	22 450	1,98	0	145	4 017	1,82
2021	45 198	23 333	1,94	0	119	4 011	1,78
2022	45 625	24 126	1,89	0	102	3 906	1,75
2023	46 390	25 035	1,85	0	83	3 932	1,72
2024	47 325	25 928	1,83	0	67	3 925	1,70
2025	49 572	26 749	1,85	0	54	3 934	1,73

* A compter du 1er janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF.

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	13 308	1 251	10,64	610	-	2 444	5,38
...							
1985	26 375	6 382	4,13	1 106	-	1 688	3,65
1986	26 998	6 885	3,92	961	-	1 688	3,49
1987	27 551	7 443	3,70	882	-	1 736	3,32
1988	28 252	8 034	3,52	820	369	1 776	3,17
1989	28 797	8 575	3,36	746	445	1 939	3,02
1990	29 521	9 042	3,26	665	531	2 096	2,93
1991	30 027	9 503	3,16	594	591	2 245	2,83
1992	30 467	9 846	3,09	525	631	2 385	2,76
1993	30 951	10 154	3,05	473	677	2 595	2,70
1994	31 139	10 374	3,00	419	704	2 737	2,65
1995	31 324	10 604	2,95	367	711	2 863	2,60
1996	31 578	10 732	2,94	325	646	2 980	2,58
1997	31 641	10 960	2,89	277	645	2 994	2,54
1998	31 845	11 115	2,87	230	627	3 063	2,52
1999	31 972	11 345	2,82	201	618	3 107	2,48
2000	32 052	11 495	2,79	158	584	3 144	2,45
2001	32 233	11 677	2,76	120	523	3 174	2,43
2002	32 480	11 875	2,74	103	478	3 219	2,41
2003	32 659	12 051	2,71	79	455	3 231	2,39
2004	33 050	12 323	2,68	58	422	3 236	2,37
2005	33 060	12 641	2,62	44	401	3 174	2,32
2006	33 135	12 910	2,57	28	374	3 215	2,28
2007	33 225	13 671	2,43	23	347	3 222	2,17
2008	33 157	14 480	2,29	18	325	3 124	2,07
2009	33 002	15 328	2,15	11	301	3 090	1,96
2010	32 548	16 141	2,02	6	273	3 040	1,84
2011	32 161	17 017	1,89	6	243	3 006	1,74
2012	32 100	18 013	1,78	4	213	2 929	1,65
2013	31 686	18 737	1,69	2	191	2 853	1,57
2014	31 370	19 454	1,61	2	167	2 788	1,50
2015	31 092	20 165	1,54	1	143	2 718	1,44
2016	30 252	20 801	1,45	1	123	2 675	1,37
* 2017	30 620	21 528	1,42	0	114	2 626	1,34
2018	30 204	22 412	1,35	0	90	2 565	1,27
2019	29 832	23 411	1,27	0	74	2 502	1,21
2020	29 479	24 521	1,20	0	63	2 447	1,15
2021	28 945	25 520	1,13	0	43	2 405	1,08
2022	28 640	26 636	1,08	0	37	2 349	1,03
2023	28 330	27 698	1,02	0	23	2 307	0,98
2024	27 936	28 885	0,97	0	20	2 279	0,93
2025	27 586	29 829	0,92	0	15	2 297	0,89

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	5 735	1 081	5,31	0	0	0	5,31
...							
1960	4 024	1 621	2,48	0	0	0	2,48
...							
1970	3 141	2 115	1,49	0	0	0	1,49
...							
1980	1 766	2 905	0,61	0	0	0	0,61
1981	1 634	2 962	0,55	0	0	0	0,55
1982	1 539	3 001	0,51	0	0	0	0,51
1983	1 336	3 006	0,44	0	0	0	0,44
1984	1 250	3 108	0,40	0	0	0	0,40
1985	1 219	3 113	0,39	0	0	0	0,39
1986	1 091	3 152	0,35	0	0	0	0,35
1987	1 124	3 199	0,35	0	0	0	0,35
1988	1 132	3 203	0,35	0	0	0	0,35
1989	1 157	3 191	0,36	0	0	0	0,36
1990	1 172	3 188	0,37	0	0	0	0,37
1991	1 196	3 145	0,38	0	0	0	0,38
1992	1 204	3 115	0,39	0	0	0	0,39
1993	1 185	3 048	0,39	0	0	1	0,39
1994	1 203	3 023	0,40	0	0	9	0,40
1995	1 271	2 958	0,43	0	0	12	0,43
1996	1 332	2 871	0,46	0	0	12	0,46
1997	1 423	2 772	0,51	0	0	13	0,51
1998	1 505	2 667	0,56	0	0	14	0,56
1999	1 597	2 554	0,63	0	0	19	0,62
2000	1 693	2 471	0,69	0	0	21	0,68
2001	1 766	2 382	0,74	0	0	22	0,74
2002	1 859	2 251	0,83	0	0	20	0,82
2003	1 976	2 172	0,91	0	0	17	0,91
2004	2 109	2 120	0,99	0	0	18	0,99
2005	2 189	2 067	1,06	0	0	28	1,05
2006	2 414	1 993	1,21	0	0	25	1,20
2007	2 547	1 952	1,30	0	0	24	1,30
2008	2 785	1 910	1,46	0	0	21	1,45
2009	Depuis le 1 ^{er} janvier 2009 les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF						

Caisse autonome de retraite de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures, podologues, orthophonistes et orthoptistes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 285	-	-	-	-	-	-
...							
1985	57 053	8 257	6,91	183	-	352	6,77
1986	60 272	8 717	6,91	156	-	365	6,77
1987	64 651	9 054	7,14	145	-	378	6,99
1988	68 667	9 321	7,37	132	47	384	7,22
1989	72 402	9 548	7,58	109	50	427	7,42
1990	76 267	9 864	7,73	97	56	470	7,55
1991	80 179	10 219	7,85	86	63	526	7,65
1992	83 500	10 580	7,89	80	67	567	7,69
1993	87 208	10 977	7,94	71	70	613	7,73
1994	91 682	11 492	7,98	60	72	668	7,75
1995	94 315	12 086	7,80	45	71	719	7,58
1996	96 587	12 590	7,67	33	73	748	7,45
1997	98 961	13 266	7,46	26	67	804	7,24
1998	100 847	13 983	7,21	21	68	850	7,00
1999	103 190	14 721	7,01	16	69	893	6,80
2000	106 005	15 459	6,86	13	68	929	6,66
2001	107 968	16 249	6,64	11	61	985	6,45
2002	109 827	17 225	6,38	8	64	1 041	6,19
2003	112 331	18 330	6,13	5	70	1 103	5,95
2004	119 344	19 368	6,16	5	70	1 157	5,98
2005	123 068	20 885	5,89	3	60	1 182	5,73
2006	127 835	22 617	5,65	3	59	1 132	5,51
2007	132 551	24 906	5,32	3	58	1 321	5,18
2008	137 597	27 811	4,95	3	55	1 408	4,83
2009	142 694	30 799	4,63	3	53	1 483	4,52
2010	148 662	34 078	4,36	3	50	1 586	4,26
2011	154 943	37 590	4,12	3	48	1 663	4,03
2012	162 132	40 712	3,98	1	45	1 781	3,90
2013	169 777	43 666	3,89	1	40	1 870	3,81
2014	177 628	46 641	3,81	0	39	1 976	3,73
2015	185 421	49 937	3,71	0	32	2 112	3,64
2016	193 316	53 001	3,65	0	29	2 234	3,57
* 2017	204 524	55 847	3,66	0	27	2 301	3,59
2018	212 708	59 357	3,58	0	23	2 416	3,51
2019	218 821	63 187	3,46	0	21	2 550	3,39
2020	225 928	67 194	3,36	0	20	2 916	3,29
2021	231 722	71 787	3,23	0	19	3 096	3,16
2022	240 156	76 061	3,16	0	16	3 314	3,09
2023	245 377	80 815	3,04	0	15	3 531	2,97
2024	250 391	85 107	2,94	0	12	3 700	2,88
2025	253 961	89 356	2,84	0	8	3 889	2,78

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraites de prévoyance des vétérinaires

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	2 507	355	7,06	153	-	461	4,28
...							
1985	5 870	933	6,29	317	-	526	4,91
1986	6 066	1 059	5,73	295	-	516	4,61
1987	6 287	1 189	5,29	296	-	528	4,33
1988	6 455	1 312	4,92	253	159	676	3,91
1989	6 658	1 426	4,67	211	233	677	3,77
1990	6 827	1 519	4,49	145	327	697	3,66
1991	6 973	1 616	4,31	89	446	695	3,55
1992	7 079	1 717	4,12	67	494	700	3,42
1993	7 217	1 811	3,99	38	557	748	3,30
1994	7 352	1 873	3,93	128	505	770	3,26
1995	7 495	1 965	3,81	107	581	787	3,18
1996	7 661	2 034	3,77	72	645	816	3,14
1997	7 750	2 082	3,72	68	676	843	3,10
1998	7 865	2 150	3,66	45	700	862	3,05
1999	7 969	2 201	3,62	39	706	904	3,00
2000	8 023	2 252	3,56	32	708	932	2,95
2001	8 178	2 290	3,57	26	721	941	2,96
2002	8 308	2 310	3,60	26	702	992	2,96
2003	8 355	2 349	3,56	0	712	1 005	2,93
2004	8 661	2 394	3,62	0	673	1 028	2,98
2005	8 707	2 515	3,46	0	639	1 027	2,88
2006	8 903	2 581	3,45	0	612	1 062	2,86
2007	9 057	2 690	3,37	0	587	1 109	2,79
2008	9 393	2 776	3,38	0	565	1 122	2,81
2009	9 552	2 905	3,29	0	561	1 153	2,74
2010	9 713	3 014	3,22	0	536	1 161	2,70
2011	9 935	3 135	3,17	0	515	1 188	2,66
2012	10 053	3 217	3,12	0	498	1 216	2,63
2013	10 134	3 310	3,06	0	482	1 227	2,58
2014	10 384	3 419	3,04	0	318	1 243	2,57
2015	10 472	3 534	2,96	0	284	1 245	2,52
2016	10 638	3 604	2,95	0	220	1 252	2,51
* 2017	10 921	3 655	2,99	0	141	1 248	2,55
2018	10 896	3 762	2,90	0	119	1 264	2,48
2019	10 999	3 838	2,87	0	105	1 272	2,46
2020	11 049	3 975	2,78	0	90	1 283	2,39
2021	11 185	4 108	2,72	0	0	1 277	2,36
2022	11 183	4 263	2,62	0	0	1 281	2,28
2023	11 285	4 494	2,51	0	0	1 279	2,20
2024	11 518	4 767	2,42	0	0	1 260	2,13
2025	11 771	4 992	2,36	0	0	1 268	2,09

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux
et des mandataires non-salariés de l'assurance et de capitalisation**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
1985	22 185	11 770	1,88	2 369	-	3 738	1,63
1986	21 698	12 842	1,69	2 104	-	3 835	1,47
1987	21 506	13 770	1,56	1 876	-	3 880	1,37
1988	21 394	14 488	1,48	1 674	-	3 899	1,30
1989	21 127	15 161	1,39	1 526	756	4 098	1,23
1990	20 612	15 826	1,30	1 349	864	4 372	1,14
1991	20 064	16 872	1,19	1 213	966	4 804	1,04
1992	19 401	17 670	1,10	1 102	1 084	5 076	0,96
1993	18 488	18 432	1,00	947	1 192	5 736	0,87
1994	18 597	18 966	0,98	812	1 240	5 939	0,85
1995	17 799	19 426	0,92	697	1 251	6 211	0,79
1996	17 521	19 759	0,89	570	1 312	6 450	0,76
1997	17 307	20 180	0,86	452	1 336	6 701	0,74
1998	16 756	20 606	0,81	363	1 341	6 928	0,70
1999	16 161	20 928	0,77	304	1 321	7 027	0,66
2000	15 522	21 339	0,73	237	1 296	7 241	0,62
2001	15 177	21 764	0,70	182	1 285	7 421	0,60
2002	14 661	22 189	0,66	145	1 240	7 600	0,56
2003	14 206	22 563	0,63	117	1 203	7 721	0,54
2004	14 271	23 021	0,62	86	1 145	7 836	0,53
2005	13 920	23 510	0,59	67	1 063	7 723	0,51
2006	13 513	23 910	0,57	58	1 003	8 159	0,48
2007	13 247	24 437	0,54	44	949	8 648	0,46
2008	12 957	25 056	0,52	28	893	8 701	0,44
2009	12 761	25 630	0,50	25	827	8 753	0,43
2010	12 459	26 350	0,47	16	783	9 377	0,40
2011	12 230	26 798	0,46	10	716	9 581	0,39
2012	11 896	27 095	0,44	6	659	9 815	0,37
2013	11 580	27 323	0,42	2	598	9 872	0,36
2014	11 554	27 387	0,42	2	527	9 825	0,36
2015	11 541	27 523	0,42	1	481	9 954	0,36
2016	11 373	27 549	0,41	0	420	10 019	0,35
* 2017	11 499	27 271	0,42	0	377	9 996	0,36
2018	11 349	26 817	0,42	0	324	9 833	0,36
2019	11 190	26 765	0,42	0	277	9 875	0,35
2020	11 366	26 798	0,42	0	230	9 855	0,36
2021	11 445	26 503	0,43	0	189	9 775	0,36
2022	11 608	26 092	0,44	0	157	9 564	0,38
2023	11 805	25 728	0,46	0	125	9 441	0,39
2024	11 764	25 619	0,46	0	99	9 395	0,39
2025	11 777	25 573	0,46	0	83	9 306	0,39

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
* 1985	11 599	3 037	3,82	560	-	1 354	3,12
1986	11 702	3 139	3,73	485	-	1 354	3,07
1987	11 906	3 230	3,69	422	-	1 332	3,06
1988	12 247	3 337	3,67	374	177	1 338	3,06
1989	12 445	3 447	3,61	326	222	1 395	3,00
1990	12 944	3 574	3,62	272	246	1 460	3,01
1991	13 338	3 733	3,57	234	269	1 504	2,97
1992	13 780	3 844	3,58	190	298	1 555	2,98
1993	14 234	3 953	3,60	158	315	1 568	3,00
1994	15 107	4 106	3,68	133	344	1 605	3,08
1995	15 458	4 215	3,67	114	324	1 623	3,08
1996	15 577	4 301	3,62	94	333	1 697	3,02
1997	15 850	4 413	3,59	71	355	1 753	3,00
1998	15 917	4 525	3,52	53	358	1 755	2,95
1999	16 003	4 654	3,44	43	350	1 789	2,88
2000	16 141	4 785	3,37	34	380	1 818	2,83
2001	16 232	4 889	3,52	23	369	1 846	2,79
2002	16 398	5 017	3,44	16	340	1 831	2,76
2003	16 682	5 119	3,26	10	332	1 869	2,76
2004	17 033	5 204	3,27	8	315	1 882	2,77
2005	17 191	5 407	3,18	7	294	1 865	2,71
2006	17 508	5 585	3,13	3	274	1 894	2,68
2007	18 091	5 817	3,11	4	271	2 003	2,65
2008	18 461	6 053	3,05	4	257	1 963	2,62
2009	18 736	6 458	2,90	2	241	2 014	2,51
2010	18 611	6 918	2,69	2	222	2 057	2,34
2011	18 620	7 356	2,53	2	205	2 061	2,22
** 2012	13 705	7 754	1,77	2	192	2 050	1,56
2013	13 799	8 148	1,69	1	172	2 056	1,50
2014	13 912	8 526	1,63	1	154	2 052	1,46
2015	14 082	8 909	1,58	1	140	2 024	1,42
2016	14 008	9 209	1,52	0	128	2 043	1,37
*** 2017	14 266	9 490	1,50	0	0	2 069	1,36
2018	14 202	9 819	1,45	0	0	2 001	1,31
2019	14 193	10 287	1,38	0	0	2 002	1,26
2020	14 317	10 651	1,34	0	0	1 998	1,23
2021	14 321	10 984	1,30	0	0	2 018	1,19
2022	14 629	11 217	1,30	0	0	1 990	1,20
2023	14 880	11 650	1,28	0	0	1 993	1,18
2024	15 070	11 991	1,26	0	0	2 012	1,16
2025	15 223	12 275	1,24	0	0	1 974	1,15

* Les experts-comptables stagiaires autorisés à exercer sont affiliés depuis le 1er janvier 1980.

** Les experts-comptables salariés ne cotisent plus au régime de base à compter du 1er janvier 2012.

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
* 1955	1 526	94	16,23	43	-	117	10,01
...							
1960	1 597	239	6,68	84	-	144	5,14
...							
1970	1 850	538	3,44	216	-	253	2,78
...							
1980	2 020	766	2,64	254	-	324	2,18
1981	2 060	748	2,75	244	-	321	2,27
1982	2 217	710	3,12	228	-	330	2,53
1983	2 273	675	3,37	217	-	320	2,72
1984	2 217	658	3,37	197	-	321	2,71
1985	2 212	660	3,35	180	2	322	2,69
1986	2 210	675	3,27	172	11	316	2,65
1987	2 176	670	3,25	173	22	314	2,63
1988	2 135	677	3,15	159	27	321	2,55
1989	2 111	702	3,01	147	30	335	2,43
1990	2 128	724	2,94	147	41	344	2,38
1991	2 156	762	2,83	98	40	353	2,30
1992	2 101	770	2,73	90	30	373	2,20
1993	1 916	840	2,28	67	49	385	1,86
1994	1 923	893	2,15	59	60	391	1,77
1995	1 862	909	2,05	53	66	400	1,68
1996	1 798	930	1,93	41	69	412	1,58
1997	1 748	963	1,82	38	73	412	1,50
1998	1 710	1 009	1,69	33	80	418	1,40
1999	1 682	1 035	1,63	27	79	423	1,35
2000	Depuis le 1 ^{er} janvier 2000 les géomètres relèvent de la CIPAV						

* La section des géomètres, instituée par décret du 8 octobre 1954, a commencé ses opérations en 1955.

Caisse de retraite de l'enseignement, des arts appliqués, du sport et du tourisme

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants ©	
* 1977	7 570	2 272	3,33	157	-	136	3,24
1978	8 113	2 283	3,55	159	-	136	3,45
1979	8 987	2 293	3,92	167	-	143	3,80
1980	10 541	2 308	4,57	160	-	158	4,42
1981	11 845	2 303	5,14	158	-	162	4,97
1982	11 567	2 287	5,06	150	-	169	4,88
1983	11 245	2 274	4,95	137	-	177	4,76
1984	11 870	2 263	5,25	131	-	175	5,05
1985	12 556	2 258	5,56	120	5	181	5,35
1986	13 355	2 345	5,70	108	9	183	5,48
1987	14 491	2 476	5,85	101	19	188	5,64
1988	15 126	2 574	5,88	92	34	191	5,67
1989	16 208	2 666	6,08	80	47	217	5,84
1990	16 550	2 738	6,04	72	53	226	5,80
1991	16 566	2 976	5,57	67	65	244	5,35
1992	16 589	3 125	5,31	61	77	270	5,09
1993	17 820	3 295	5,41	47	88	307	5,17
1994	17 849	3 539	5,04	40	92	319	4,83
1995	18 796	3 723	5,05	38	99	325	4,84
1996	19 702	3 928	5,02	34	104	345	4,80
1997	20 693	4 151	4,99	31	108	347	4,79
1998	21 388	4 364	4,90	22	93	358	4,71
1999	22 216	4 590	4,84	14	95	382	4,65
2000	23 315	4 809	4,85	11	96	408	4,65
2001	23 210	5 024	4,62	10	99	429	4,43
2002	23 989	5 245	4,57	8	91	434	4,39
2003	23 352	5 456	4,28	7	88	457	4,11
2004	Depuis le 1 ^{er} janvier 2004 les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV						

* La CREA résultant de la fusion des sections des artistes (CAVAR) et des musiciens (CAVMU), a commencé ses opérations le 1^{er} janvier 1977.

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - professions libérales

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
(1) 1978	26 661	5 785	4,61	1 966	-	2 390	3,82
...							
(2) 1993	46 300	12 985	3,57	526	896	3 205	3,17
1994	48 676	14 240	3,42	452	986	3 329	3,06
1995	51 324	15 520	3,31	380	1 045	3 443	2,98
1996	55 588	16 770	3,31	323	1 116	3 570	3,00
1997	59 365	18 004	3,30	269	1 175	3 743	2,99
1998	63 168	19 153	3,30	198	1 234	3 917	2,99
1999	68 883	20 447	3,37	160	1 281	4 134	3,06
(3) 2000	73 252	22 641	3,24	155	1 390	4 726	2,93
2001	75 525	23 715	3,18	131	1 404	4 857	2,89
2002	82 500	25 205	3,27	108	1 370	5 103	2,97
2003	88 528	26 696	3,32	80	1 359	5 300	3,02
(4) 2004	134 967	33 881	3,98	72	1 403	5 978	3,66
2005	140 802	35 685	3,95	55	1 350	6 029	3,64
2006	157 049	37 485	4,19	45	1 305	6 335	3,86
2007	172 198	40 100	4,29	34	1 243	6 910	3,95
2008	185 991	44 518	4,18	31	1 197	7 295	3,86
2009	208 466	48 261	4,32	28	1 145	7 621	4,00
2010	208 386	52 694	3,95	22	1 071	8 041	3,67
2011	211 047	55 072	3,83	19	987	8 441	3,56
2012	210 209	58 254	3,61	17	889	8 620	3,36
2013	215 717	62 622	3,44	14	835	9 002	3,21
2014	216 797	65 573	3,31	13	787	9 310	3,09
2015	213 617	69 657	3,07	0	730	9 735	2,87
2016	207 769	74 007	2,81	0	637	10 429	2,62
* 2017	223 457	79 440	2,81	0	566	10 980	2,63
2018	235 576	87 013	2,71	0	506	11 201	2,54
2019	226 526	94 974	2,39	0	451	11 585	2,25
2020	208 103	104 532	1,99	0	386	11 918	1,88
2021	200 334	115 863	1,73	0	324	11 998	1,64
2022	188 442	127 090	1,48	0	280	12 307	1,41
2023	183 674	115 439	1,59	0	234	15 206	1,49
2024	173 871	124 435	1,40	0	0	15 134	1,32
2025	168 613	131 349	1,28	0	0	15 849	1,21

(1) La CIPAV résultant de la fusion des sections des architectes et des ingénieurs et techniciens, a commencé ses opérations le 1er janvier 1978.

(2) A compter du 1er janvier 1992, les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour la CNBF.

(3) A compter du 1er janvier 2000, les géomètres relèvent de la CIPAV.

(4) A compter du 1er janvier 2004, les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV.

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - micro-entrepreneurs

Exercice	Affiliés *			Affiliés cotisants réels **	Allocataires	
	Hommes	Femmes	Total		Droits propres	Droits dérivés
2011	124 041	80 566	204 607	71 680	1 611	-
2012	127 607	86 583	214 190	86 239	1 719	-
2013	148 375	114 616	262 991	101 076	3 080	-
2014	155 970	126 519	282 489	112 455	4 471	-
2015	161 147	135 488	296 635	134 812	5 898	-
2016	164 421	144 274	308 695	211 335	7 537	112
2017	158 440	174 847	333 287	290 204	9 080	103
2018	162 356	149 429	311 785	280 117	10 002	127
2019	124 870	118 234	243 104	246 977	10 442	178
2020	141 094	139 764	280 858	216 020	11 509	240
2021	146 140	149 244	295 384	207 996	12 294	286
2022	151 697	158 089	309 786	202 794	13 256	375
2023	170 048	174 743	344 791	196 985	37 394	428
2024	107 253	136 514	243 767	189 031	46 830	1 870
2025	102 714	134 630	237 344	(1) 183 942	55 713	2 450

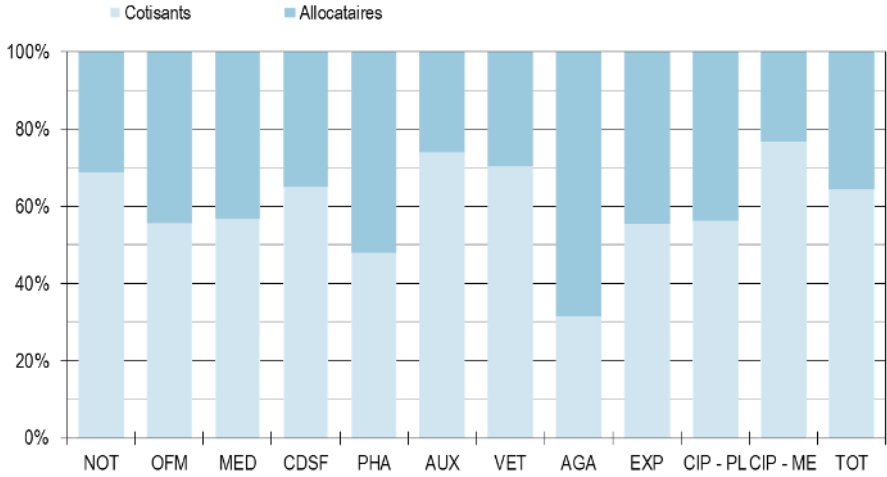
* Nombre de micro-entrepreneurs affiliés à la CNAVPL (source CIPAV)

** Nombre de micro-entrepreneurs cotisants économiquement actif à la CNAVPL (source ACOSS mis à jour rétroactivement) :

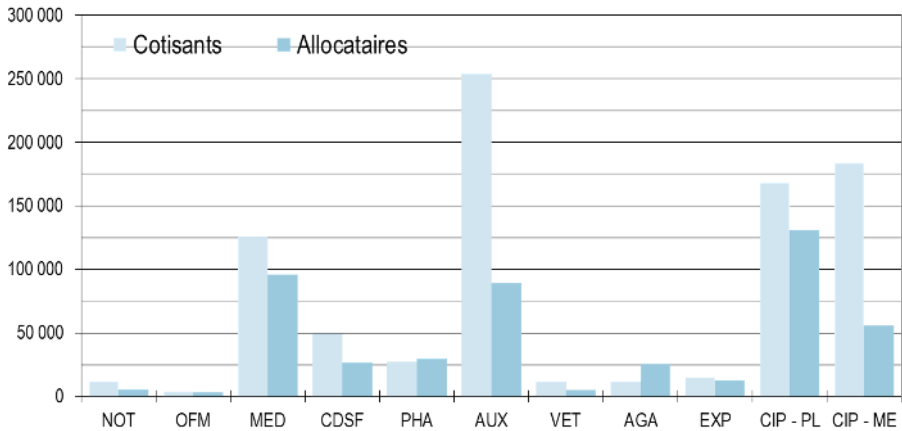
- De 2009 à 2015 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire > 200 heures de SMIC et hors ACCRE.
- En 2016 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et hors ACCRE
- A partir de 2017 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et y compris ACCRE
- (1) Estimation CNAVPL

ASSURANCE VIEillesse DE BASE DONNEES STATISTIQUES

Répartition des cotisants et des allocataires au 30 juin 2025



Nombre de cotisants et d'allocataires au 30 juin 2025



Statistiques des mouvements

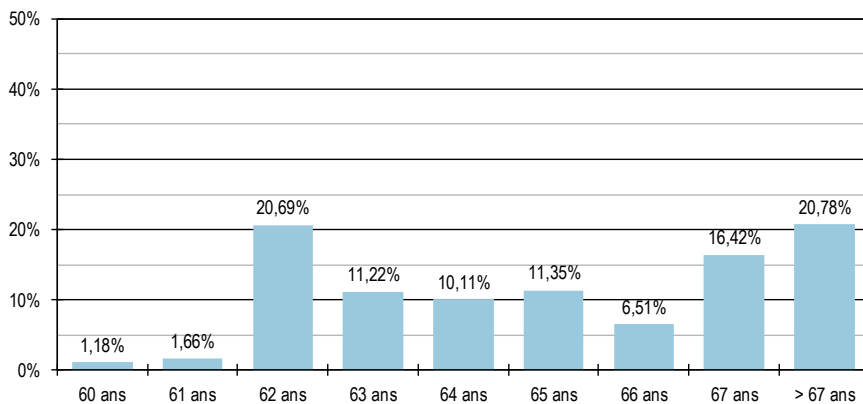
Régime de base effectif au 30.06		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Immatriculations nouvelles	CPRN	1 642	736	840	1 011	598	686	650	427
	CAVOM	126	159	200	152	122	146	89	73
	CARMF	5 531	5 777	5 679	7 187	7 229	5 913	6 221	6 926
	CARCDSF	1 836	2 024	1 965	2 440	2 548	2 479	2 579	2 726
	CAVP	918	998	1 084	1 064	1 269	1 272	1 164	1 122
	CARPIMKO	14 114	13 377	14 818	14 677	17 399	16 255	13 693	13 260
	CARPV	270	289	369	472	417	492	579	621
	CAVAMAC	585	682	682	808	894	938	830	846
	CAVEC	429	450	745	791	962	828	718	933
	CIPAV - PL	10 293	7 622	1 500	1 427	1 936	1 935	2 276	1 922
	CIPAV - ME	66 231	399	9 388	10 399	14 782	13 120	9 733	6 628
	101 975	32 513	37 270	40 428	48 156	44 064	38 532	35 484	
Liquidations titulaires	CPRN	347	292	268	241	217	206	287	216
	CAVOM	209	146	37	204	157	135	99	108
	CARMF	5 542	5 274	5 824	6 210	5 611	6 089	5 902	5 642
	CARCDSF	1 169	1 366	1 426	1 547	1 453	1 607	1 575	1 611
	CAVP	1 534	1 581	1 754	1 658	1 790	1 749	1 796	1 636
	CARPIMKO	4 504	4 816	5 153	5 902	5 683	6 146	5 826	5 834
	CARPV	215	198	145	383	298	348	401	355
	CAVAMAC	853	819	618	757	744	633	721	917
	CAVEC	549	641	703	667	543	656	657	580
	CIPAV - PL	9 781	9 752	12 104	12 595	12 431	8 053	11 684	11 110
	CIPAV - ME	620	423	696	851	889	5 522	8 276	8 864
	25 323	25 308	28 728	31 015	29 816	31 144	37 224	36 873	
Liquidations conjoints survivants	CPRN	64	67	42	44	51	39	86	53
	CAVOM	24	24	25	11	5	8	18	24
	CARMF	742	770	774	921	880	926	972	891
	CARCDSF	200	151	122	209	211	202	190	190
	CAVP	162	131	162	167	137	157	141	177
	CARPIMKO	235	278	227	334	378	386	350	428
	CARPV	71	73	64	-	-	-	-	-
	CAVAMAC	366	354	312	400	330	316	256	270
	CAVEC	34	102	110	145	112	103	154	92
	CIPAV - PL	756	912	897	711	928	2 038	935	737
	CIPAV - ME	29	56	73	56	94	111	260	261
	2 683	2 918	2 808	2 998	3 126	4 286	3 362	3 123	

Âges moyens

Régime de base au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation							
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CPRN	37,40	37,40	37,48	37,44	37,39	37,75	37,96	37,83
CAVOM	33,24	35,14	35,38	35,00	35,00	35,45	36,92	35,99
CARMF	36,65	36,65	35,84	34,19	35,30	36,47	36,01	35,76
CARCDSF	28,70	28,70	28,79	29,35	29,64	29,64	29,06	28,75
CAVP	35,69	35,69	35,89	35,87	35,81	36,07	35,70	35,19
CARPIMKO	31,42	31,42	31,76	31,42	31,84	31,21	30,66	30,52
CARPV	30,90	30,90	32,41	32,34	32,60	31,28	31,25	31,34
CAVAMAC	39,55	39,55	39,40	39,30	38,81	39,50	39,16	40,20
CAVEC	36,90	36,90	41,93	41,17	40,55	39,94	36,65	37,07
CIPAV - PL	37,15	37,15	32,10	32,90	31,80	34,47	32,46	32,69
CIPAV - ME	35,86	35,86	36,13	35,96	35,94	35,93	33,37	32,29
MOYENNE	35,32	34,10	33,96	33,53	34,07	34,07	32,87	32,58
Régime de base Titulaires au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CPRN	66,31	66,31	65,82	65,78	65,30	65,33	65,75	64,95
CAVOM	65,70	66,76	66,69	66,75	66,00	64,83	65,20	65,75
CARMF	65,69	65,69	66,13	66,19	66,23	66,57	66,82	66,88
CARCDSF	64,24	64,24	64,99	64,99	65,10	64,88	65,60	65,63
CAVP	64,63	64,63	64,69	64,84	64,80	65,00	65,36	65,72
CARPIMKO	63,75	63,75	63,93	64,20	64,08	64,32	64,61	64,74
CARPV	64,00	64,00	64,66	64,74	64,51	64,86	64,81	65,22
CAVAMAC	64,80	64,80	65,00	65,05	65,13	65,20	65,20	65,30
CAVEC	64,04	64,04	65,30	65,18	65,18	65,46	65,54	65,62
CIPAV - PL	64,91	64,91	64,91	64,86	64,78	65,55	66,19	66,02
CIPAV - ME	64,62	64,62	66,52	64,91	64,69	65,10	67,03	67,35
MOYENNE	64,81	64,79	65,03	65,03	64,79	65,21	66,04	66,11
Régime de base Conjoints survivants au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CPRN	78,09	78,09	78,95	75,55	78,27	79,65	77,09	78,32
CAVOM	73,46	77,38	74,88	74,80	76,00	76,25	78,72	75,00
CARMF	71,45	71,45	75,36	74,64	74,67	73,78	76,77	77,03
CARCDSF	75,07	75,07	76,47	78,70	76,42	77,10	76,88	76,30
CAVP	77,12	77,12	75,20	77,71	75,33	76,31	75,80	76,23
CARPIMKO	69,40	69,40	70,09	71,99	71,56	71,63	72,95	72,77
CARPV	76,00	76,00	77,17	77,51	78,99	77,38	77,58	78,70
CAVAMAC	84,00	84,00	84,50	85,76	86,18	86,60	86,90	86,94
CAVEC	77,63	77,63	77,05	79,51	78,10	77,18	77,60	78,37
CIPAV - PL	73,43	73,43	74,68	74,98	75,00	74,04	73,68	75,33
CIPAV - ME	64,31	64,31	66,52	65,93	65,59	61,46	76,45	71,02
MOYENNE	74,45	74,23	75,86	76,91	75,67	74,61	76,28	76,35

Liquidation des pensions

► Répartition par âge du flux de personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2025



Note : les liquidations avant 60 ans ont été exclues du graphique, compte tenu de leur caractère très marginal dans le régime de base des professions libérales, 30 en 2025, soit à 0,08 % du flux.

► Flux de liquidation

Le tableau ci-dessous présente la part des personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2025 avec décote, surcote et au taux plein. Il indique également la part des personnes ayant liquidé leur pension au taux plein lorsque celui-ci a été obtenu par la durée d'assurance tous régimes confondus, c'est à dire avant 65 ans.

Flux de liquidation 2025	Décote	Surcote	Taux plein	Taux plein durée
CPRN	30,88%	59,91%	9,22%	4,61%
CAVOM	19,44%	62,04%	18,52%	3,70%
CARMF	16,32%	50,71%	32,97%	6,93%
CARCDSF	30,73%	31,41%	37,86%	5,77%
CAVP	26,04%	43,34%	30,62%	10,64%
CARPIMKO	14,57%	38,91%	46,52%	18,99%
CARPV	50,42%	23,94%	25,63%	4,51%
CAVAMAC	18,54%	44,49%	36,97%	9,49%
CAVEC	12,93%	53,28%	33,79%	19,66%
CIPAV - PL	25,24%	26,69%	48,07%	11,79%
CIPAV - ME	19,40%	36,26%	44,34%	12,82%
	20,96%	36,68%	42,37%	12,05%

Note de lecture : 16,32 % des médecins qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2025 ont vu leur pension minorée par une décote ; 53,28 % des experts comptables qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2025 ont bénéficié d'une surcote et 48,07 % des affiliés de la CIPAV qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2025 ne se sont vus appliquer ni décote, ni surcote.

Affiliés volontaires, affiliés des DOM

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06	Cotisants volontaires		Cotisants des DOM		Retraités titulaires des DOM		Conjoints survivants des DOM	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
CPRN	1	1	139	138	46	47	6	6
CAVOM	0	0	165	174	69	67	10	9
CARMF	30	26	3 365	3 494	1 038	1 115	116	123
CARCDSF	18	17	1 649	1 674	299	336	19	20
CAVP	53	33	796	788	430	463	21	24
CARPIMKO	164	160	10 896	11 054	1 221	1 332	37	44
CARPV	-	-	174	179	25	29	5	5
CAVAMAC	1	1	68	69	105	106	27	26
CAVEC	1	1	453	475	117	135	7	7
CIPAV - PL	281	264	3 535	3 405	811	937	45	68
CIPAV - ME	140	134	2 930	2 917	262	320	7	9
	689	637	24 170	24 367	4 423	4 887	300	341

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06 (*)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cotisants volontaires	1 095	1 062	929	989	1 044	1 191	1 262	1 320	1 229	1 145
Cotisants des DOM	16	17	17	19	20	23	24	24	25	26
Allocataires des DOM	873	365	534	322	324	889	046	747	478	258
Allocataires des DOM	1 706	1 896	2 072	2 300	2 505	2 769	3 051	3 375	3 689	4 287
Conj. coexistants, MCC des DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conjoints survivants des DOM	173	166	183	197	208	205	222	236	245	278

(*) L'historique ne prend pas en compte les chiffres des micro-entrepreneurs

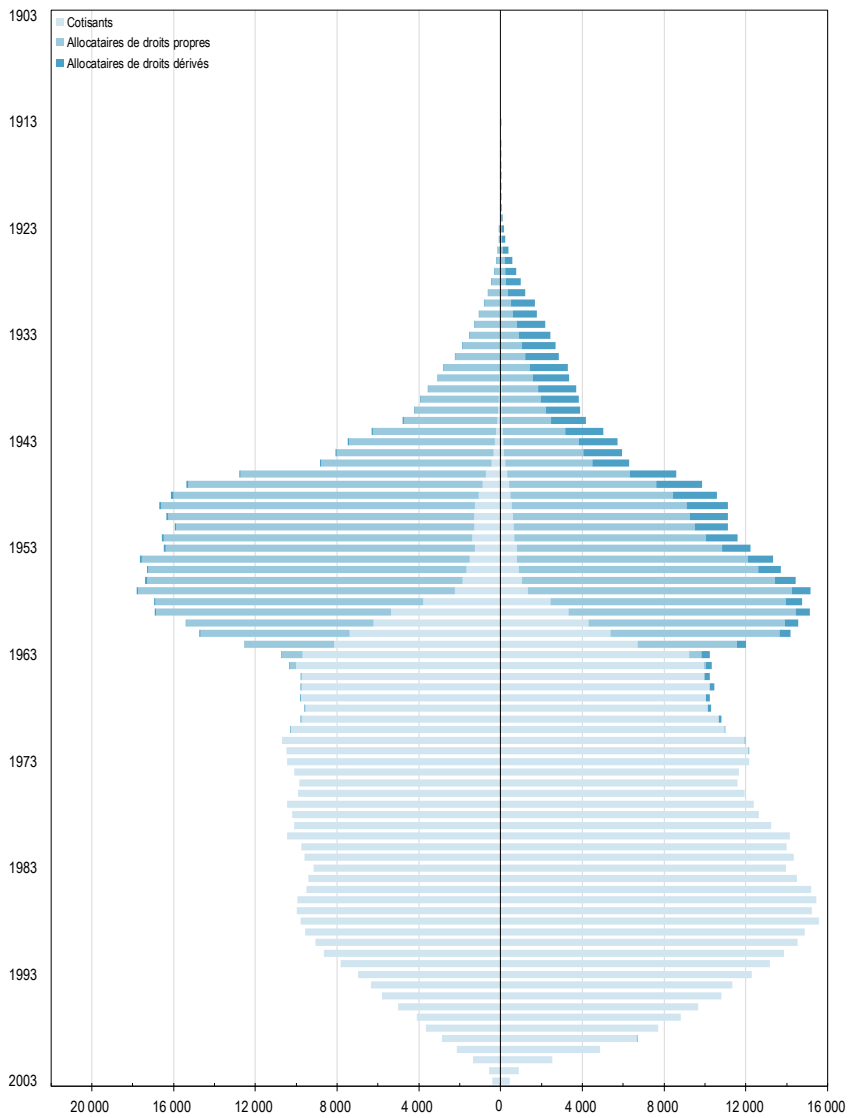
Répartition hommes - femmes et cotisants - retraités

Régime de base au 30.06.2025	Affiliés en exercice		Allocataires droits propres	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
CPRN	6 273	5 937	4 771	784
CAVOM	2 353	1 644	2 504	611
CARMF	70 309	56 719	68 890	27 175
CARCDSF	29 999	20 132	16 537	10 212
CAVP	12 323	15 296	12 312	17 517
CARPIMKO	72 206	183 298	20 591	68 765
CARPV	5 922	5 893	4 332	660
CAVAMAC	9 116	2 673	20 877	4 696
CAVEC	10 897	4 329	10 443	1 832
CIPAV - PL	102 739	65 897	92 892	38 457
CIPAV - ME	102 714	134 630	32 833	22 880
	424 851	496 448	286 982	193 589
Affiliés en exercice Dont bénéficiaires	921 299		Allocataires réels : 480 571	
	Report, malades : 3 110			
	Cotisants réels : 864 787			

Répartition hommes - femmes

Régime de base effectif au 30.06		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Femmes	CPRN	2 823	3 546	4 039	4 922	4 922	5 180	5 515	6 289
	CAVOM	1 262	1 319	1 388	1 521	1 529	1 570	1 603	2 411
	CARMF	45 924	47 272	48 653	51 734	51 734	53 134	53 804	70 082
	CARCDSF	21 806	22 514	23 261	24 513	24 513	25 224	25 956	20 625
	CAVP	16 462	16 292	16 158	15 858	15 858	15 725	15 659	12 481
	CARPIMKO	148 748	154 411	159 526	169 778	169 778	175 506	179 289	70 891
	CARPV	4 220	4 324	4 493	5 008	5 008	5 049	5 282	5 958
	CAVAMAC	1 965	2 021	2 017	2 257	2 257	2 357	2 468	9 215
	CAVEC	3 341	3 431	3 525	3 700	3 700	3 865	4 023	10 878
	CIPAV - PL	74 458	79 516	77 432	69 710	69 710	67 227	67 569	107 389
	CIPAV - ME	158 440	149 429	118 234	149 244	149 244	158 089	165 947	107 253
	479 449	484 075	458 726	498 245	498 253	512 926	527 115	423 472	
Hommes	CPRN	5 632	5 892	6 032	6 245	6 245	6 228	6 282	5 807
	CAVOM	2 759	2 669	2 591	2 555	2 570	2 531	2 461	1 638
	CARMF	77 168	75 955	74 601	72 385	72 385	71 846	70 629	54 880
	CARCDSF	21 847	21 545	21 332	20 854	20 854	20 649	20 558	27 027
	CAVP	14 196	13 954	13 724	13 129	13 129	12 948	12 693	15 469
	CARPIMKO	59 620	61 756	62 986	66 592	66 592	68 447	69 970	180 768
	CARPV	6 724	6 580	6 506	6 208	6 208	6 158	6 031	5 602
	CAVAMAC	9 562	9 345	9 189	9 204	9 204	9 268	9 340	2 557
	CAVEC	10 958	10 786	10 674	10 621	10 621	10 764	10 858	4 192
	CIPAV - PL	149 708	156 741	149 667	131 147	131 147	121 696	116 410	66 534
	CIPAV - ME	174 847	162 356	124 870	146 140	146 140	151 697	155 230	136 514
	533 021	527 579	482 172	485 080	485 095	482 232	480 462	500 988	
Affiliés en exercice	CPRN	8 455	9 438	10 071	11 167	11 167	11 408	11 797	12 096
	CAVOM	4 021	3 988	3 979	4 076	4 099	4 101	4 064	4 049
	CARMF	123 092	123 227	123 254	124 119	124 119	124 980	124 433	124 962
	CARCDSF	43 653	44 059	44 593	45 367	45 367	45 873	46 514	47 652
	CAVP	30 658	30 246	29 882	28 987	28 987	28 673	28 352	27 950
	CARPIMKO	208 368	216 167	222 512	236 370	236 370	243 953	249 259	251 659
	CARPV	10 944	10 904	10 999	11 216	11 216	11 207	11 313	11 560
	CAVAMAC	11 527	11 366	11 206	11 461	11 461	11 625	11 808	11 772
	CAVEC	14 299	14 217	14 199	14 321	14 321	14 629	14 881	15 070
	CIPAV - PL	224 166	236 257	227 099	200 857	200 857	188 923	183 979	173 923
	CIPAV - ME	333 287	311 785	243 104	295 384	295 384	309 786	321 177	243 767
	1 012 470	1 011 654	940 898	983 325	983 348	995 158	1 007 577	924 460	

Répartition hommes - femmes au 30 juin 2025



Situation des radiés au 30 juin 2025

Régime de base au 30.06	Ensemble		Points acquis	
	2024	2025	2024	2025
CPRN	1 070	1 190	6 297 252	7 385 700
CAVOM	902	931	323 787	325 114
CARMF	21 279	21 925	52 677 024	53 267 206
CARCDSF	10 096	10 248	24 976 510	25 382 165
CAVP	6 230	6 156	33 949 894	33 365 030
CARPIMKO	58 146	57 010	174 182 051	175 697 250
CARPV	3 071	3 193	7 091 539	7 306 292
CAVAMAC	16 020	15 314	28 148 538	27 372 958
CAVEC	4 571	4 577	14 087 112	13 831 535
CIPAV - PL	229 424	226 718	232 243 598	238 253 097
CIPAV - ME	604 411	606 768	96 069 986	99 536 579
	955 220	954 030	670 047 292	681 722 926

Statistiques des mouvements

Régime de base effectif au 30.06		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Radiations pour arrêt d'activité	CPRN	60	102	113	137	150	156	168	193
	CAVOM	79	7	5	7	42	47	57	71
	CARMF	1 661	1 722	1 722	2 005	2 062	2 390	2 356	2 139
	CARCDSF	1 163	1 157	1 193	1 065	1 256	1 081	1 086	941
	CAVP	1 571	1 471	1 567	1 595	1 438	1 529	1 641	1 525
	CARPIMKO	6 012	6 535	6 714	6 254	8 226	8 282	8 552	7 534
	CARPV	238	197	268	305	318	326	326	346
	CAVAMAC	526	516	469	511	471	628	634	582
	CAVEC	213	334	411	787	654	576	529	777
	CIPAV - PL	8 505	6 580	4 175	3 590	4 903	3 713	5 034	4 858
	CIPAV - ME	87 284	65 589	20 276	253	150	74	14 580	10 310
	107 312	84 210	36 913	16 509	19 670	18 802	34 963	29 276	

Affiliés CCPL

Conjoints collaborateurs au 30.06.2025	Cotisants			Retraités		Âge moyen			
	Femmes	Hommes	Total	Droits propres	Droits dérivés	Immatriculation		Liquidation	
						2024	2025	2024	2025
CPRN	19	20	39	22	-	45,33	50,00	67,00	62,33
CAVOM	9	4	13	30	-	-	-	-	-
CARMF	582	108	690	3 135	6	51,41	48,96	66,72	66,19
CARCDSF	172	50	222	392	-	39,70	38,74	66,50	64,88
CAVP	110	69	179	834	9	42,80	48,90	64,92	66,02
CARPIMKO	199	69	268	542	4	41,50	41,50	65,24	64,93
CARPV	18	5	23	17	-	-	-	63,47	63,47
CAVAMAC	81	7	88	682	3	39,00	39,10	64,40	64,45
CAVEC	54	8	62	173	-	53,33	39,50	65,60	66,00
CIPAV	394	73	467	661	-	49,56	50,01	65,41	65,70
	1 638	413	2 051	6 488	22	47,65	47,26	65,73	65,47

Conjoints collaborateurs		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cotisants au 30.06	CPRN	39	41	42	45	58	63	62	53	42	40
	CAVOM	26	25	23	25	22	23	20	17	16	15
	CARMF	1 756	1 648	1 601	1 471	1 388	1 295	1 200	1 068	947	803
	CARCDSF	329	333	343	344	331	323	317	301	276	245
	CAVP	579	557	519	476	423	366	315	279	248	211
	CARPIMKO	458	454	432	420	423	394	371	351	321	297
	CARPV	52	53	58	53	53	45	46	39	32	29
	CAVAMAC	275	255	243	220	193	175	175	133	121	103
	CAVEC	116	117	105	99	102	93	89	85	84	66
	CIPAV	991	916	850	811	757	731	691	619	520	519
	4 621	4 399	4 216	3 964	3 750	3 508	3 286	2 945	2 607	2 328	
Retraités droits propres au 30.06	CPRN	28	29	31	33	36	38	40	42	46	46
	CAVOM	21	22	23	31	24	24	23	41	23	22
	CARMF	1 564	1 760	1 916	2 092	2 267	2 431	2 601	2 745	2 886	3 008
	CARCDSF	193	201	216	228	243	256	276	286	294	311
	CAVP	383	416	465	511	554	606	654	710	750	794
	CARPIMKO	266	296	330	362	387	406	435	461	492	513
	CARPV	14	14	14	15	17	16	17	17	17	17
	CAVAMAC	420	420	452	478	514	544	544	601	609	657
	CAVEC	75	82	106	103	103	138	144	142	156	165
	CIPAV	260	274	290	296	298	292	290	283	651	645
	3 224	3 514	3 843	4 149	4 443	4 751	5 024	5 328	5 924	6 178	

Conjoints collaborateurs au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation					Âge moyen à la liquidation				
	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
CPRN	38,25	38,71	34,63	44,71	44,00	64,33	66,50	63,00	63,25	65,80
CAVOM	39,00	31,00	56,00	-	-	-	-	-	-	-
CARMF	48,65	50,10	48,86	51,35	51,54	65,22	64,95	65,27	65,53	66,05
CARCDSF	43,20	47,71	47,00	38,30	50,80	64,70	66,20	75,78	65,50	64,70
CAVP	49,70	45,77	50,57	47,99	38,97	68,25	65,22	64,40	64,22	64,71
CARPIMKO	46,43	46,52	49,46	48,64	46,90	64,08	64,13	64,52	64,51	65,11
CARPV	41,60	48,97	46,46	45,94	45,75	66,10	-	63,47	63,47	63,47
CAVAMAC	41,50	48,43	38,00	45,00	39,00	63,10	64,14	63,67	63,47	64,23
CAVEC	43,86	56,75	54,50	46,12	51,00	-	64,73	64,13	64,89	65,86
CIPAV	44,45	50,20	48,80	47,90	49,00	63,50	-	62,00	-	65,51
MOYENNE	46,14	46,14	47,78	48,86	49,36	65,17	65,17	65,45	64,85	65,36

Conjoints collaborateurs au 30.06	Immatriculations nouvelles					Liquidations titulaires				
	2021	2022	2023	2024	2025	2021	2022	2023	2024	2025
CPRN	8	7	4	3	1	1	4	5	1	3
CAVOM	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
CARMF	71	48	48	22	28	194	177	170	160	181
CARCDSF	12	3	9	4	4	24	14	9	18	14
CAVP	4	11	5	4	3	54	65	53	53	53
CARPIMKO	13	11	7	6	2	32	34	35	27	38
CARPV	8	0	1	0	0	17	17	17	17	17
CAVAMAC	4	2	3	3	4	42	34	44	40	38
CAVEC	5	8	5	3	2	8	9	7	10	9
CIPAV	12	18	1	11	14	1	0	43	69	50
	138	108	83	56	58	373	354	383	395	404

Affiliés CCPL et des DOM au 30.06	Cotisants des DOM				Retraités titulaires des DOM				Conjoints survivants des DOM			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
CPRN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CARMF	11	11	11	8	11	11	11	14	-	-	-	-
CARCDSF	1	1	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVP	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CARPIMKO	5	6	5	4	3	3	3	3	-	-	-	-
CARPV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVAMAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVEC	2	2	1	1	2	2	2	2	-	-	-	-
CIPAV	7	4	3	3	-	2	2	2	-	-	-	-
	28	25	21	21	16	18	18	21	-	-	-	-

Situation des radiés CCPL au 30 juin 2025

Conjoints collaborateurs au 30.06	Effectifs		Points acquis	
	2024	2025	2024	2025
CPRN	87	90	87 438	101 063
CAVOM	46	47	6 114	6 166
CARMF	1 343	1 315	2 292 911	2 256 275
CARCDSF	245	249	336 363	354 629
CAVP	383	356	716 174	688 196
CARPIMKO	308	301	527 499	531 603
CARPV	49	50	67 930	79 114
CAVAMAC	596	569	779 050	728 047
CAVEC	70	67	114 273	104 864
CIPAV	817	894	994 467	1 077 002
	3 944	3 938	5 922 218	5 926 960

Statistiques des mouvements

Conjoints collaborateurs au 30.06		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Radiations pour arrêt d'activité	CPRN	6	6	10	20	14	1	5	2
	CAVOM	nd	0	0	0	0	0	1	2
	CARMF	156	131	135	121	138	133	134	105
	CARCDSF	9	16	11	13	17	16	18	12
	CAVP	22	20	30	37	27	26	26	21
	CARPIMKO	31	28	39	22	22	25	20	20
	CARPV	6	4	11	9	7	8	3	6
	CAVAMAC	20	28	23	20	9	14	13	16
	CAVEC	9	4	13	9	12	6	21	6
	CIPAV	47	37	34	25	45	47	35	31
	306	274	306	276	291	276	276	276	221

ASSURANCE VIEillesse DE BASE GESTION TECHNIQUE

Dépenses

Régime de base exercice 2024 (en K€)	Prestations	Compensation nationale	Frais administratifs	Action sociale	Pertes sur créances irrécouvrables	Provision pour dépréciation de créances	Divers	Total dépenses
CPRN	49 550	-	1 155	89	-	132	-	50 926
CAVOM	27 469	-	1 489	15	-	-	-	28 972
CARMF	771 483	-	8 204	192	1 227	-	6	781 113
CARCDSF	226 618	-	3 400	390	364	181	1	230 954
CAVP	202 167	-	2 571	271	120	282	3	205 414
CARPIMKO	499 242	-	8 921	1 142	2 633	21 361	3	533 303
CARPV	40 911	-	1 324	96	265	99	-	42 695
CAVAMAC	114 557	-	3 397	294	133	451	-	118 831
CAVEC	88 020	-	2 107	145	332	-	-	90 604
CIPAV	376 179	-	18 861	3 567	17 271	-	703	416 581
CNAVPL	-	319 840	6 481	-	-	-	-	326 321
	2 396 197	319 840	57 912	6 200	22 344	22 506	716	2 825 714

Ressources

Régime de base exercice 2024 (en K€)	Cotisations Titulaires tranche 1	Cotisations Titulaires tranche 2	Cotisations CCPL tranche 1	Cotisations CCPL tranche 2	Autres cotisations sociales	Cotisations prises en charge par l'Etat	Majorations de retard	Capitaux de rachats	Revenus financiers	Reprise sur provis. techniques	Divers	Total ressources
CPRN	43 405	27 195	82	30	-	88	14	-	-	-	81	70 897
CAVOM	14 073	8 021	34	11	-	59	(4)	-	-	125	56	22 374
CARMF	324 259	249 408	1 665	493	1 610	138 416	780	-	-	802	2 251	719 683
CARCDSF	159 346	89 350	499	156	913	1 694	180	-	-	-	613	252 751
CAVP	94 830	38 954	432	121	139	255	101	-	-	-	691	135 523
CARPIMKO	776 428	234 386	574	151	1 478	13 813	2 831	(7)	-	-	1 281	1 030 935
CARPV	37 850	16 288	50	15	-	831	55	102	-	-	495	55 686
CAVAMAC	39 034	21 034	215	77	232	546	134	-	-	-	459	61 731
CAVEC	46 065	23 181	126	38	-	422	119	37	-	941	138	71 067
CIPAV	598 562	121 926	765	180	812	17 037	(3 105)	-	-	18 407	2 357	756 940
CNAVPL	-	-	-	-	-	-	-	-	55 293	-	-	55 293
	2 133 851	829 743	4 443	1 272	5 184	173 161	1 106	132	55 293	20 274	8 421	3 232 879
Résultat												407 165

ASSURANCE VIEillesse DE BASE RESERVES

En application du 1^{er} alinéa du paragraphe IV de l'article 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les sections professionnelles ont transféré à la CNAVPL une fraction des réserves qu'elles géraient au titre du régime d'assurance vieillesse de base, égale à 3 mois de prestations servies au titre de l'année 2002, après application à ce montant du taux de revalorisation pour 2003 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit 157 831 546 €.

en euros

Année d'exercice	Réserves régime de base au 31/12	Résultat de l'exercice	Réserves après affectation du résultat	Apport	Transfert
2004	205 850 658,91	68 801 633,56	274 652 292,47		
2005	274 652 292,47	20 871 478,57	295 523 771,04		(156 791,00)
2006	295 366 980,04	122 336 773,93	417 703 753,97	10 000 000,00	
2007	427 703 753,97	69 932 818,27	497 636 572,24		21 260 203,26
2008	518 896 775,50	(5 009 012,45)	513 887 763,05		(229 321,82)
2009	513 658 441,23	126 461 739,42	640 120 180,65		
2010	640 120 180,65	(20 873 798,56)	619 246 382,09		
2011	619 246 382,09	(73 641 659,56)	545 604 722,53		1 373 689,70
2012	546 978 412,23	(102 951 843,11)	444 026 569,12		
2013	444 026 569,12	113 258 109,53	557 284 678,65		
2014	557 284 678,65	124 383 704,91	681 668 383,56		
2015	681 668 383,56	425 938 015,66	1 107 606 399,22		
2016	1 107 606 399,22	634 292 472,77	1 741 898 871,99		
2017	1 741 898 871,99	289 090 760,44	2 030 989 632,43		
2018	2 030 989 632,43	126 818 779,94	2 157 808 412,37		
2019	2 157 808 412,37	443 953 587,33	2 601 761 999,70		
2020	2 601 761 999,70	112 173 676,22	2 713 935 675,92		
2021	2 713 935 675,92	127 921 526,56	2 841 857 202,48		
2022	2 841 857 202,48	483 673 885,56	3 325 531 088,04		
2023	3 325 531 088,04	422 477 732,80	3 748 008 820,84		
2024	3 748 008 820,84	407 165 202,53	4 155 174 023,37		

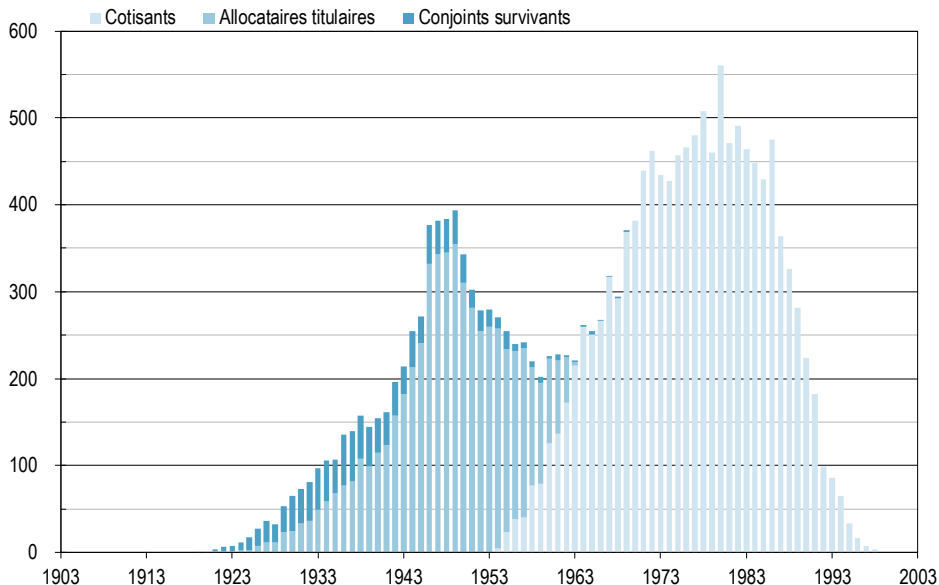
RESULTATS D'ENSEMBLE *

** Sauf mention explicite, les statistiques sont présentées hors conjoints collaborateurs et hors micro-entrepreneurs*

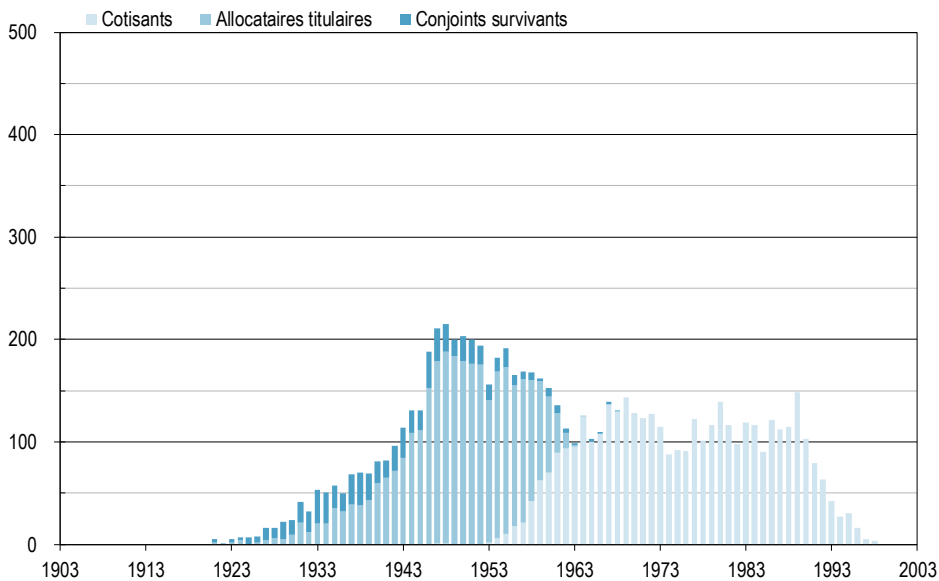
RESULTATS D'ENSEMBLE REPARTITION PAR GENERATION AU 30 JUIN 2025

Notaires	151
Officiers ministériels et publics	151
Vétérinaires	152
Chirurgiens dentistes et sages-femmes	153
Pharmaciens	153
Agents généraux d'assurance	154
Experts-Comptables	154
Médecins	155
Auxiliaires médicaux	156
CIPAV - PL	157
CIPAV - ME	158
Ensemble des sections	159

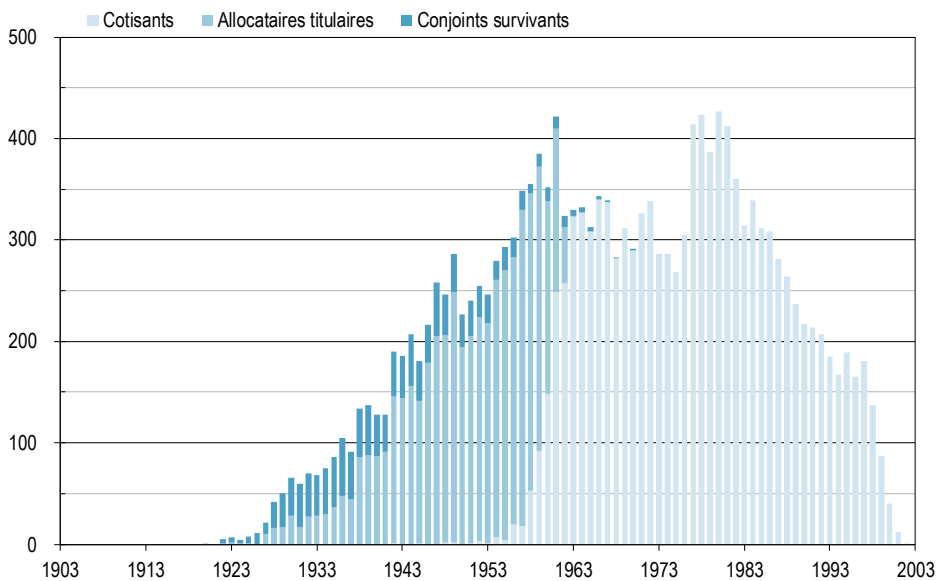
Notaires



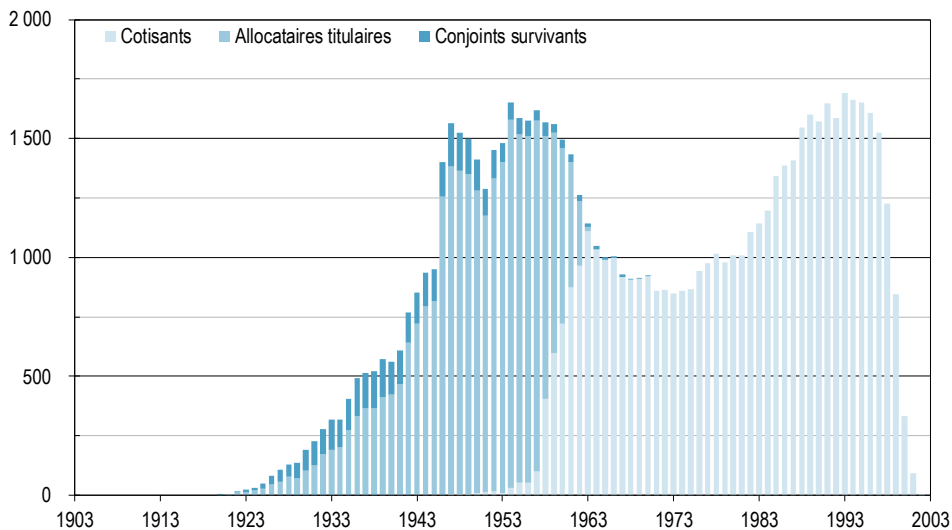
Officiers ministériels et publics



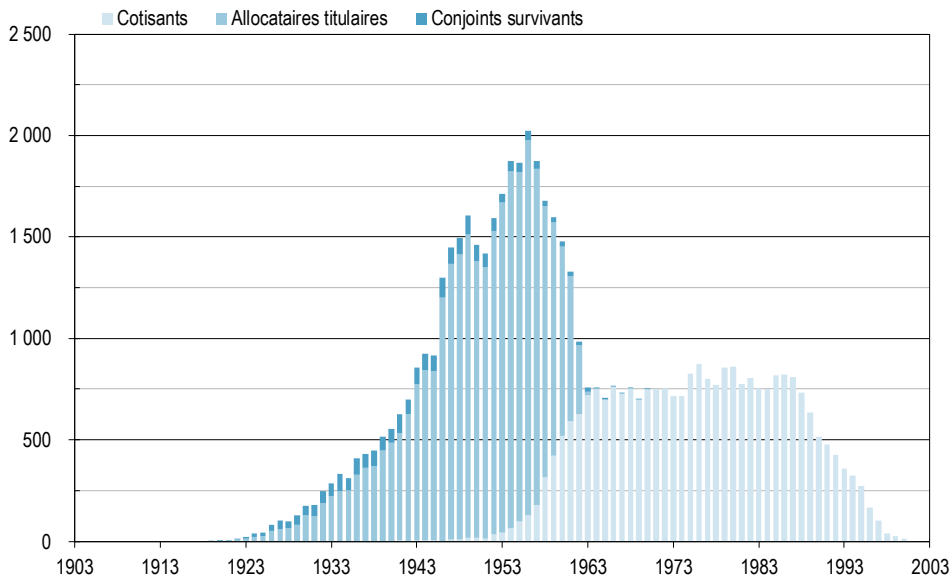
Vétérinaires



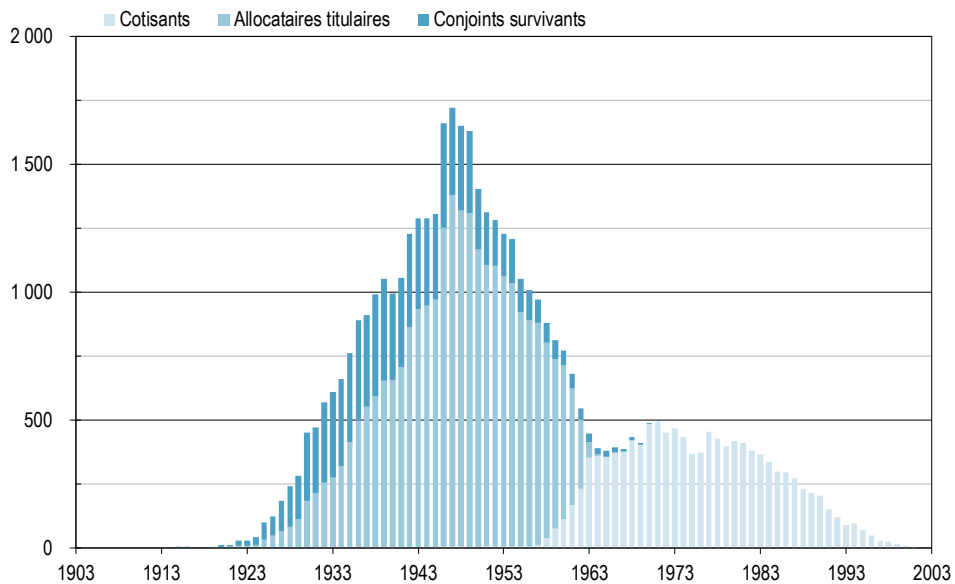
Chirurgiens dentistes et sages-femmes



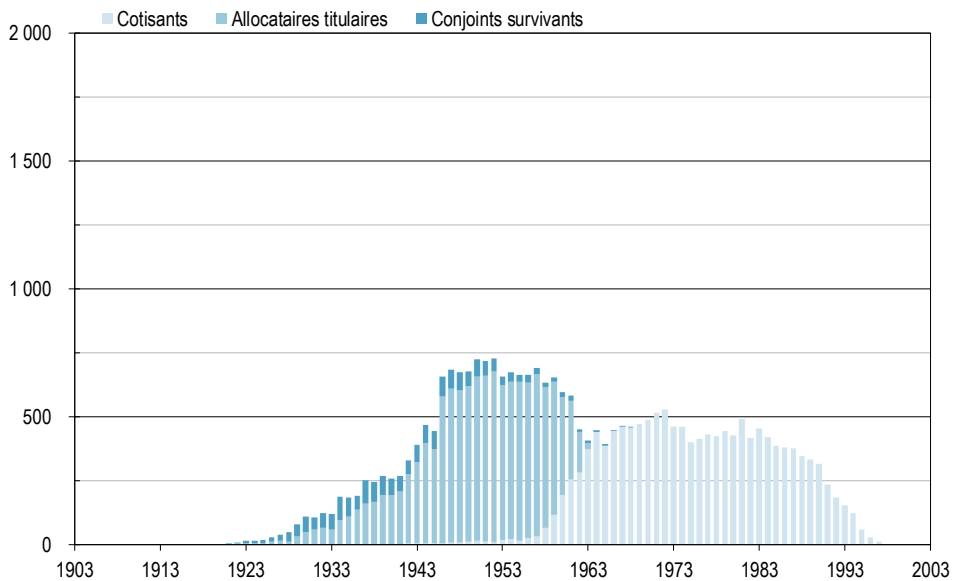
Pharmaciens



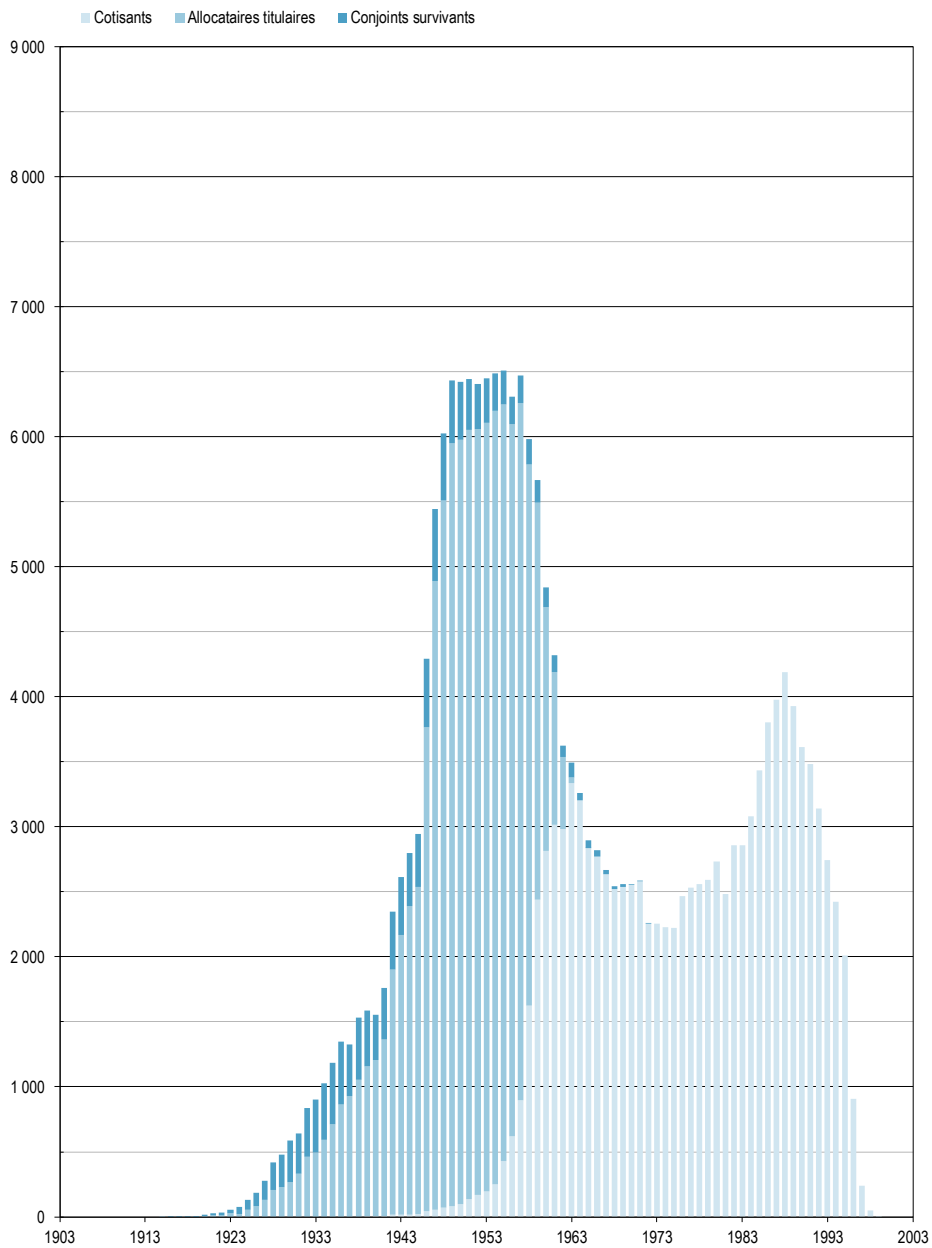
Agents généraux d'assurance



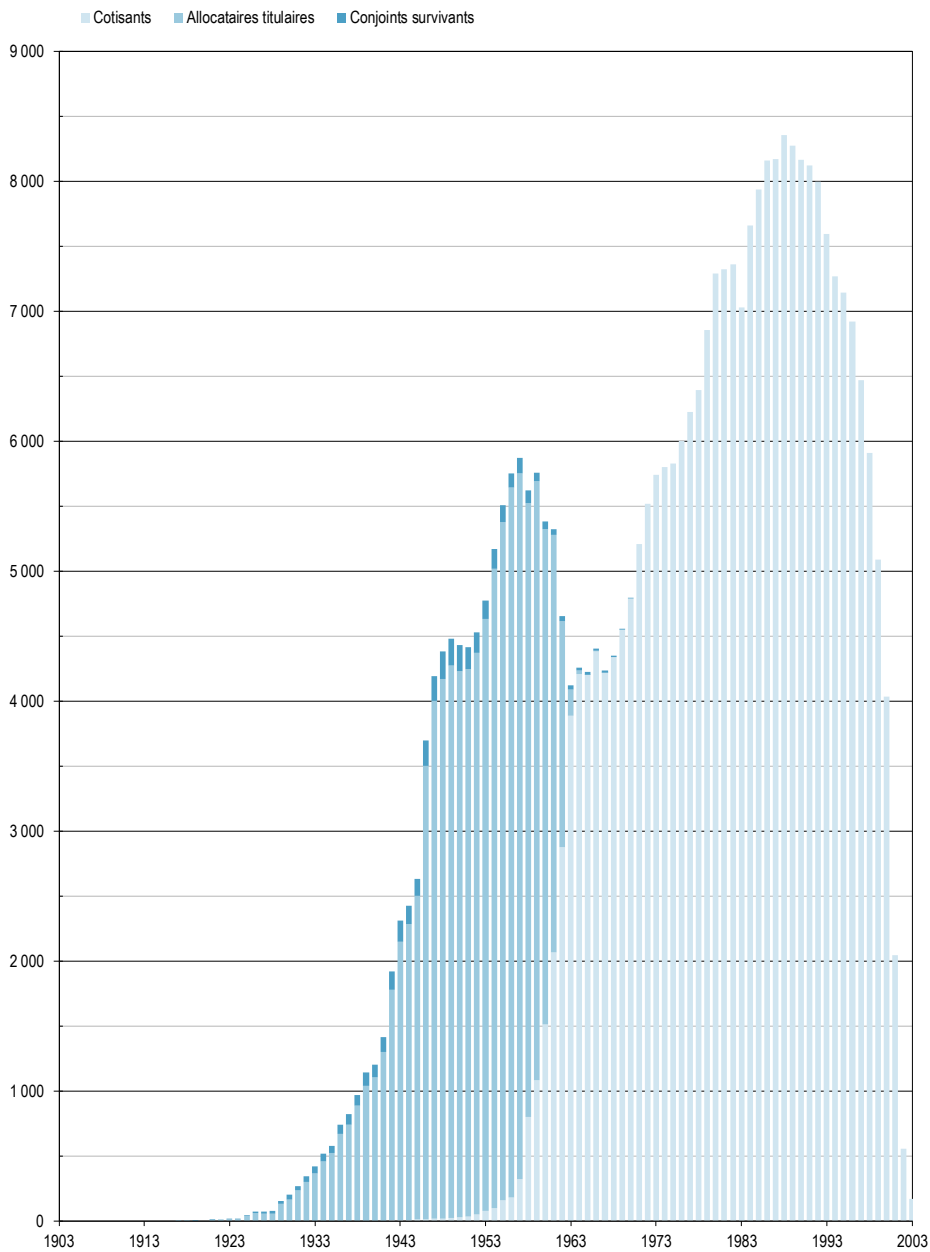
Experts-Comptables



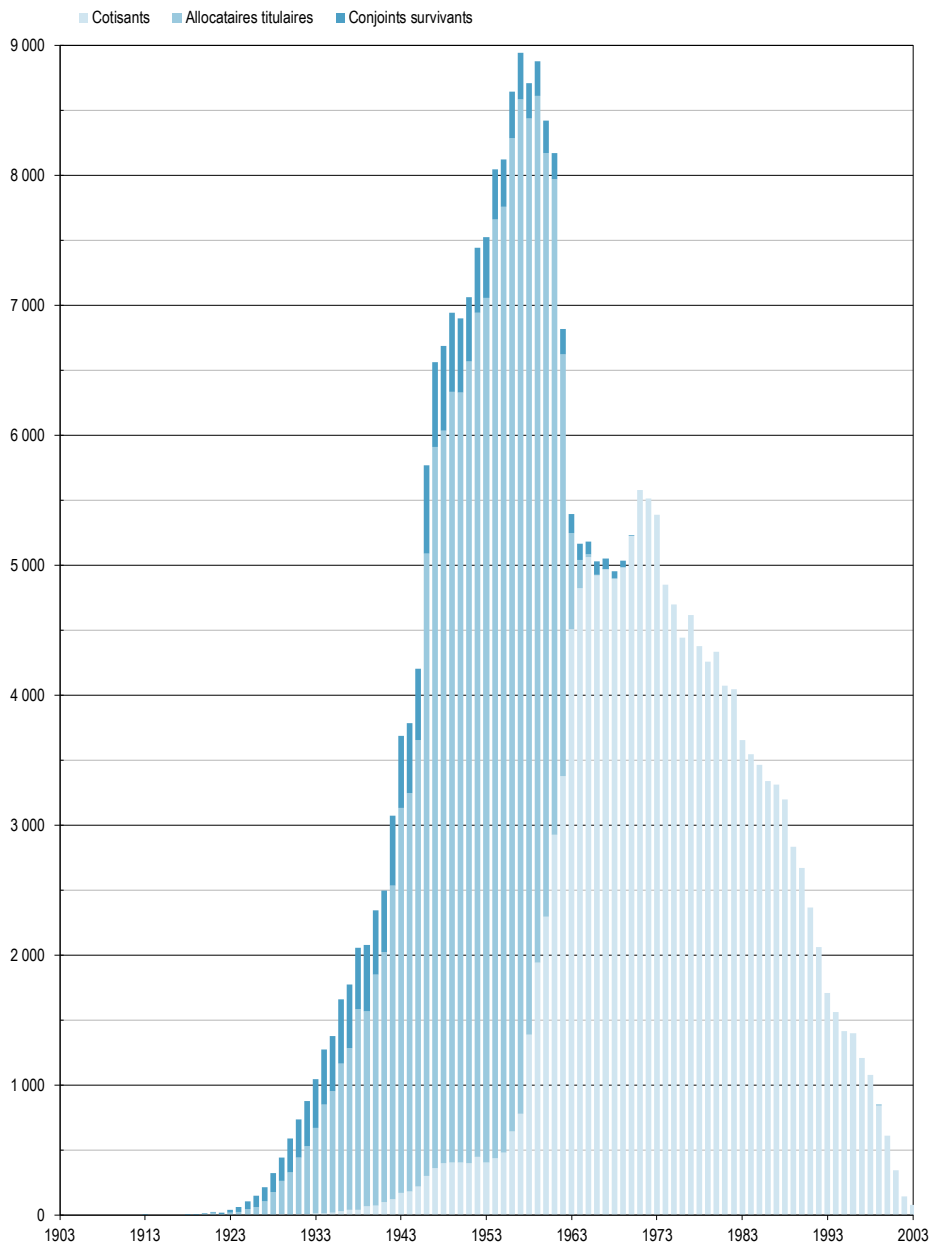
Médecins



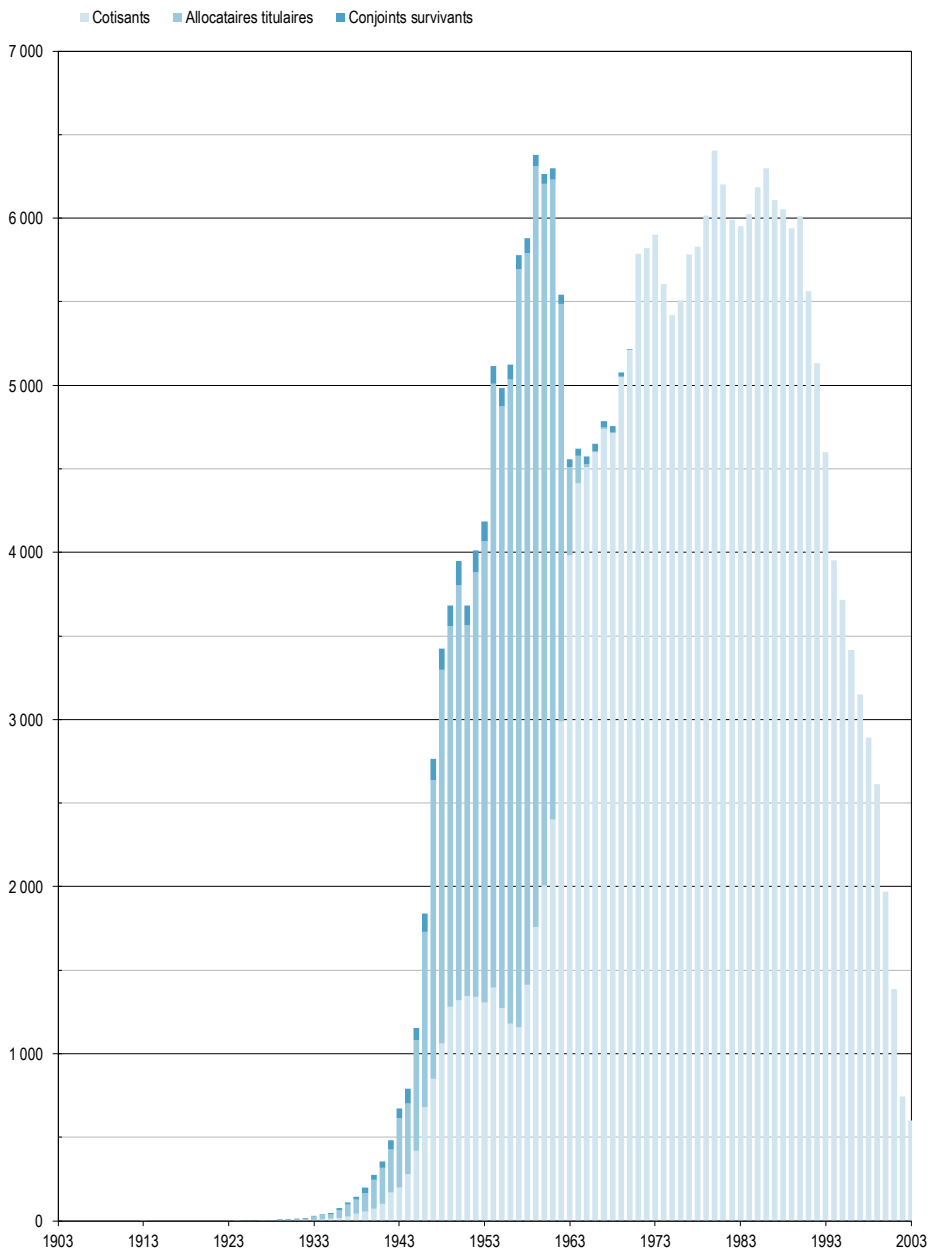
Auxiliaires médicaux



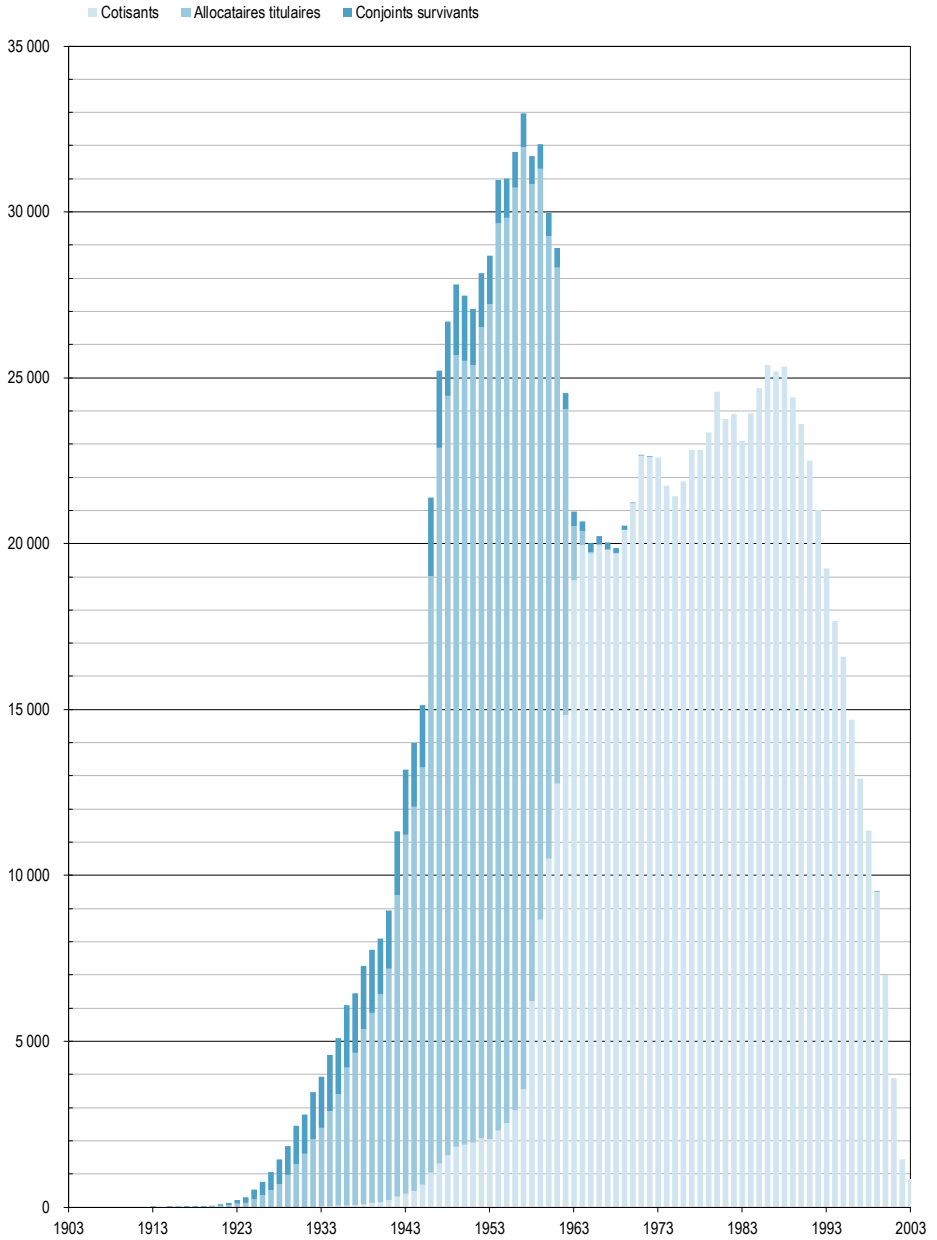
CIPAV – PL



CIPAV – ME



Ensemble des sections



ETAT DES EFFECTIFS DU REGIME DE BASE AU 30 JUIN 2025

EXERCICE 2025	TOTAL	CPRN	CAVOM	CARIF	CARCDSE	CAVP	CARPIMKO	CARPV	CAVAMAC	CAVEC	CIPAV-PL	CIPAV-MIE
AFFILIES EN EXERCICE	921 042	12 210	3 997	127 028	49 876	27 619	255 901	11 816	11 789	15 226	168 636	237 344
Moins de 65 ans (nés après le 30-06-1956)	828 008	11 885	3 706	103 954	46 455	24 963	249 123	11 233	11 436	13 440	145 986	205 827
Normalaux *	790 516	11 498	3 960	98 048	45 988	23 763	229 065	10 258	10 545	12 917	141 907	202 997
Invalides 100% en exercice *	274	0	0	1	0	0	0	0	0	0	32	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	129	0	70	59	0	0	0	0	0	0	0	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)	2 612	0	0	829	254	33	1 423	38	12	3	20	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	26 710	427	72	4 549	117	1 075	16 388	901	859	386	1 926	0
Allocataires-cotisants *	7 767	0	4	468	86	92	2 005	36	20	124	2 101	2 830
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1956)	93 034	325	291	23 074	3 421	2 656	6 378	353	353	1 786	22 650	31 517
Cotisants non allocataires *	49 135	323	193	8 390	1 629	1 640	5 231	261	261	442	10 983	19 780
Invalides 100% en exercice *	7	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	4	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)	365	0	0	188	50	0	117	7	0	0	3	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	31	0	0	0	0	0	14	1	0	0	15	0
Allocataires-cotisants *	43 492	2	94	14 496	1 742	1 016	1 009	312	92	1 343	11 649	11 737
ALLOCATAIRES TITULAIRES NON-COTISANTS	429 311	5 552	3 017	81 101	24 921	28 721	86 341	4 644	25 461	10 808	117 599	41 146
Avant l'âge légal	4 317	0	0	4	0	0	12	79	0	79	2 597	1 618
De l'âge légal à 65 ans (nés après le 30-06-1956)	24 910	184	83	2 103	1 046	1 450	6 626	280	772	475	7 237	4 654
Allocataires taux plein	9 431	5	28	498	180	429	3 134	31	327	210	2 659	1 930
Déportés, prisonniers de guerre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inaptés	2 272	27	0	272	246	109	908	21	75	17	341	256
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	9 634	152	36	903	518	666	1 400	212	225	131	3 415	1 976
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	3 573	0	19	430	102	246	1 184	16	145	117	822	492
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1956)	400 084	5 368	2 927	78 994	23 875	27 271	79 703	4 364	24 689	10 254	107 765	34 874
Allocataires non-cotisants (taux plein)	182 800	1 031	841	26 925	10 514	8 591	36 177	1 368	15 089	3 708	62 297	16 259
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	75 850	2 530	544	12 677	7 504	9 847	14 084	2 121	3 198	1 379	15 944	6 022
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	141 434	1 807	1 542	39 392	5 857	8 833	29 442	875	6 402	5 167	29 524	12 593
TOTAL DES DROITS PROGRES	1 350 353	17 762	7 014	208 129	74 797	56 340	341 842	16 460	37 250	26 044	286 235	278 490
CONJONTS SURVIVANTS	56 039	1 172	725	13 175	3 934	2 297	3 889	1 268	9 306	1 974	15 848	2 450
Survivants de moins de 65 ans	3 149	24	25	641	146	94	241	54	233	80	1 182	429
Survivants de plus de 65 ans	52 890	1 148	700	12 534	3 788	2 203	3 648	1 214	9 073	1 894	14 667	2 021
TOTAL DES DROITS DERIVES	56 039	1 172	725	13 175	3 934	2 297	3 889	1 268	9 306	1 974	15 848	2 450
TOTAL GENERAL	1 406 392	18 934	7 739	221 304	78 731	58 637	345 731	17 728	46 556	28 008	302 084	280 940
MAJORATIONS POUR CONJOINT A CHARGE (liquidation postérieure à la Loi du 02-01-1984)	427	36	0	231	54	15	8	83	0	0	0	0
COTISANTS REELS *	864 530	12 210	3 923	125 952	48 572	27 586	253 961	11 771	11 777	15 223	168 613	(1) 163 942
ALLOCATAIRES REELS	536 609	6 726	3 940	109 240	30 663	32 126	33 245	6 260	34 879	14 249	147 198	58 163
- Droits propres	480 570	5 554	3 115	96 065	26 749	29 829	89 356	4 992	25 573	12 275	131 349	55 713
- Droits dérivés	56 039	1 172	725	13 175	3 934	2 297	3 889	1 268	9 306	1 974	15 848	2 450
IMMATRICULES	1 406 392	18 934	7 739	221 304	78 731	58 637	345 731	17 728	46 556	28 008	302 084	280 940
- Droits propres	1 350 353	17 762	7 014	208 129	74 797	56 340	341 842	16 460	37 250	26 044	286 235	278 490
- Droits dérivés	56 039	1 172	725	13 175	3 934	2 297	3 889	1 268	9 306	1 974	15 848	2 450

(1) concerne seulement les micro-entrepreneurs économiquement actifs